Statistiques économiques

Statistiques financières du Gouvernement du Québec 1986-87

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Deuxième trimestre 1988
ISBN 2-550-18757-1

Tirage limité.
Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisé à condition
de mentionner la source.

Le Bureau de la statistique du Québec présente, pour une seizième année, sa publication Statistiques financières du gouvernement du Québec, portant cette fois-ci sur l'année financière 1986-87. Cette publication cherche à répondre aux besoins des utilisateurs de renseignements financiers sur le gouvernement provincial, tout en gardant dans la mesure du possible une continuité au cours des années.

L'organigramme de la page 11 présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire la section du gouvernement du Québec qui comprend l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux.

Les statistiques sont présentées selon le système statistique de gestion des finances publiques de Statistique Canada (voir notes méthodologiques). Ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Les statistiques produites sont, entre autres, très utiles pour établir des comparaisons interprovinciales.

Les données concernant les dépenses sont également présentées selon la catégorie, pour indiquer de quelle façon est effectuée la dépense.

La publication comprend également trois annexes. La première contient les notes méthodologiques se rapportant aux tableaux décrits précédemment. La deuxième décrit brièvement l'univers utilisé dans cette publication. Enfin, la troisième présente les statistiques financières du gouvernement du Québec qui correspondent au cadre administratif suivi par les Comptes publics. Le terme de gouvernement du Québec utilisé alors ne correspond pas à celui utilisé dans le système de gestion financière. En effet, y sont inclus les ministères et quelques fonds spéciaux seulement. Cette section constitue, en fait, une annexe statistique aux Comptes publics de la province de Québec.

Nous tenons à remercier les divers organismes gouvernementaux du Québec dont la collaboration a rendu possible la réalisation de cette publication.

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Donnée infime
r	Donnée révisée
p	Prévision

Avertissement: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Cette publication a été réalisée par:

Alain Auger
de la Direction des statistiques financières

Pour tout renseignement additionnel concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5020

Table des matières

Modifications apportées à la présente édition 9

Organigramme du secteur public au Québec 11

Introduction 13

Chapitre 1
Faits saillants 15

Les revenus 15
Les dépenses 15
L'actif 18
Le passif 18
La provenance et l'utilisation des fonds 18

Chapitre 2
Tableaux statistiques 19

Annexe 1
Notes méthodologiques 39

Annexe 2
L'univers du gouvernement du Québec 45

Annexe 3
Statistiques financières du gouvernement selon les comptes publics 1986-87 53

Liste des tableaux

2.1 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, par composante, 1985-86 et 1986-87 20

2.2 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, par composante, 1985-86 et 1986-87 22

2.3 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1986-87 24

2.4 Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, 31 mars 1986 et 1987 26

2.5 Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, 31 mars 1986 et 1987 28

2.6 Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, 1986-87 30

2.7 Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1986-87 31

2.8 Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1986-87 32

2.9 Réconciliation du déficit selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, 1986-87 33

2.10 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1978-79 à 1987-88 34

2.11 Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1977-78 à 1986-87 35

2.12 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1978-79 à 1987-88 36

2.13 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1978-79 à 1987-88 37

2.14 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1978-79 à 1987-88 38

2.15 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1978-79 à 1987-88 38

3.1 Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87 56

3.2 Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, 1977-78 à 1986-87 57

3.3 Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1977-78 à 1986-87 58

3.4 Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87 60

3.5 Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1977-78 à 1986-87 62

3.6 Opérations de la dette du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87 64

3.7 Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87 65

3.8 Financement du gouvernement du Québec, 1985-86 et 1986-87 66

3.9 Dette du gouvernement du Québec au 31 mars, 1986 et 1987 67

Liste des graphiques

1.1 Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1986-87 16

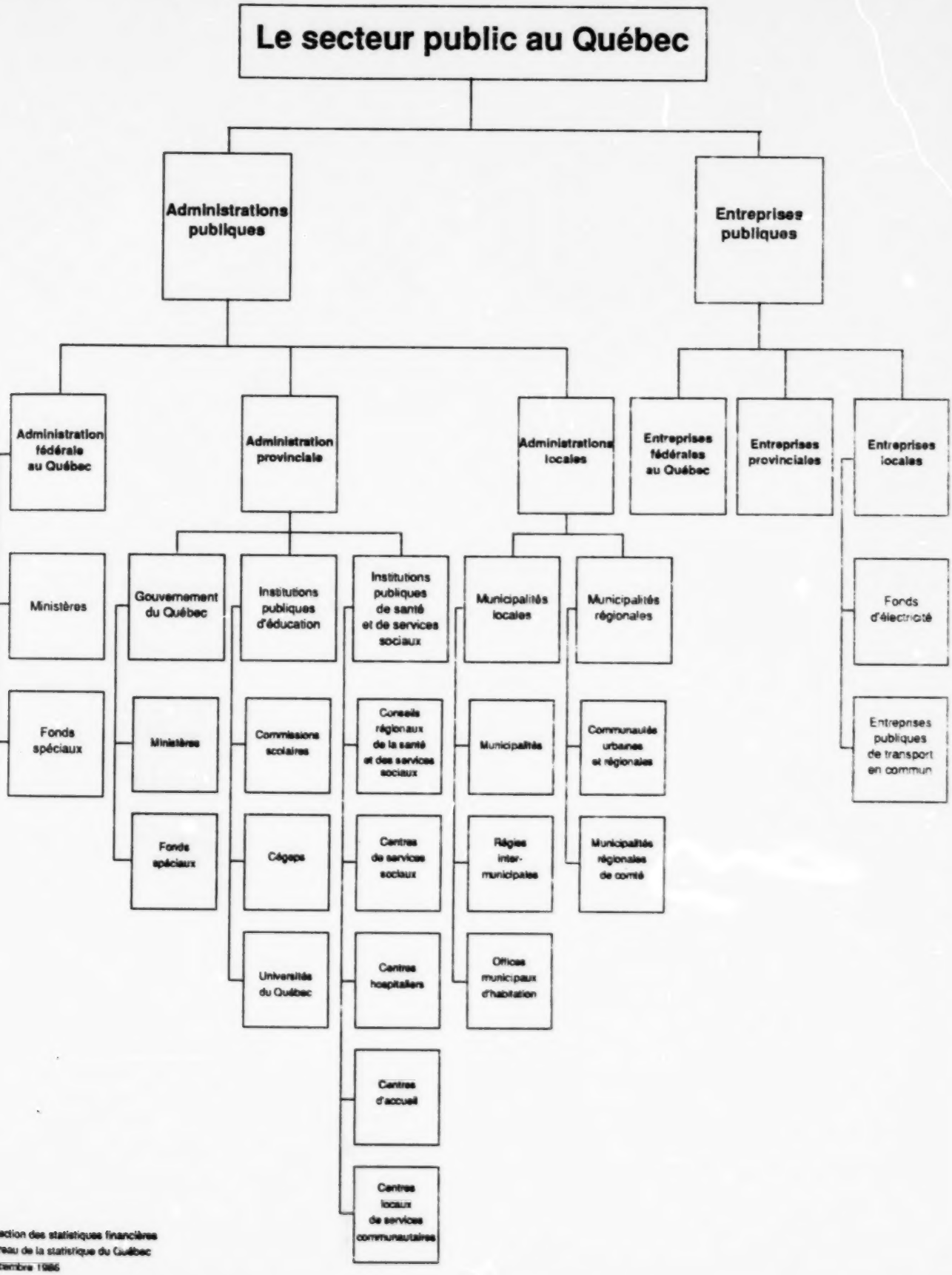
1.2 Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1986-87 17

Modifications apportées à la présente édition

- Les données 1985-86 du bilan ont été révisées pour tenir compte des modifications apportées par certains fonds spéciaux à leurs données. C'est la première fois que les données des années antérieures sont révisées.

- Les données 1985-86 des revenus et des dépenses ont été révisées suite à la réception d'informations supplémentaires. C'est la première fois que de telles révisions ont lieu.

Le secteur public au Québec



ection des statistiques financières
eau de la statistique du Québec
tembre 1986

Introduction

Les données contenues dans cette publication sont basées sur le système statistique de gestion des finances publiques[1] élaboré par la Division des institutions publiques de Statistique Canada. Tel que décrit dans la présentation, ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Son objectif fondamental est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données relatives aux opérations financières des diverses administrations publiques.

Pour compléter ce système, les données concernant les dépenses sont présentées selon la catégorie pour démontrer de quelle façon est effectuée la dépense. Pour ce faire, quinze catégories sont utilisées.

Les données sont présentées de façon détaillée pour les années financières 1985-86 et 1986-87. Par ailleurs, une série chronologique s'étendant sur dix ans présente, de façon agrégée, ces mêmes données pour la période allant de 1978-79 à 1987-88, cette dernière année étant basée sur des prévisions.

Pour les dépenses, ces prévisions sont basées sur le livre des Crédits[2] alors que pour les revenus, elles sont basées sur les prévisions budgétaires. Les prévisions incluses dans cette publicatio sont les mêmes que celles déjà publiées dans la publication trimestrielle[3] parue en novembre 1987. La prochaine publication trimestrielle, qui devrait paraître en octobre 1988, contiendra les prévisions pour l'année financière 1988-89. Par ailleurs, pour clarifier la présentation des données, nous présentons trois tableaux effectuant une réconciliation avec les données des Comptes publics.

Cette section contient également des tableaux de données sur le bilan du gouvernement du Québec pour les années 1985-86 et 1986-87 et un tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds pour 1986-87.

---

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques (68-507F), mars 1984.
2. Gouvernement du Québec, Conseil du trésor, Budget 1987-88, Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988, 1er trimestre 1987.
3. Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières trimestrielles du gouvernement du Québec, mars-juin 1987, novembre 1987.

LES REVENUS

Le total des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec atteint 31 204 920 000 $ en 1986-87, ce qui représente une augmentation de 6,9 % par rapport à l'année précédente.

L'analyse des revenus selon la source nous indique quatre principales sources de revenus. L'impôt sur le revenu domine avec 9 108 500 000 $ et une part relative de 29,2 %. Les taxes à la consommation atteignent 5 889 795 000 $, ce qui constitue 18,9 % de l'ensemble des revenus. Les transferts de l'administration fédérale fournissent 5 780 699 000 $ au gouvernement du Québec, soit 18,5 % de ses revenus. Enfin les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale se chiffrent à 4 284 010 000 $, ce qui représente une part relative de 13,7 %.

En ce qui concerne la répartition des revenus entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les revenus des ministères atteignent 26 043 988 000 $ alors que le total des fonds spéciaux se chiffre à 8 953 136 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 74,4 % et 25,6 % du total avant consolidation. Les éliminations atteignent 3 792 204 000 $ dont 84,3 % provient de transferts des ministères vers les fonds spéciaux.

LES DÉPENSES

Les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec augmentent de 1 338 506 000 $ en 1986-87 (4,4 %) passant de 30 317 042 000 $ à 31 655 548 000 $.

L'analyse des dépenses générales brutes selon la fonction démontre que les sommes allouées aux services sociaux sont les plus importantes en 1986-87, soit 24,9 % du total des dépenses avec un montant de 7 880 536 000 $.

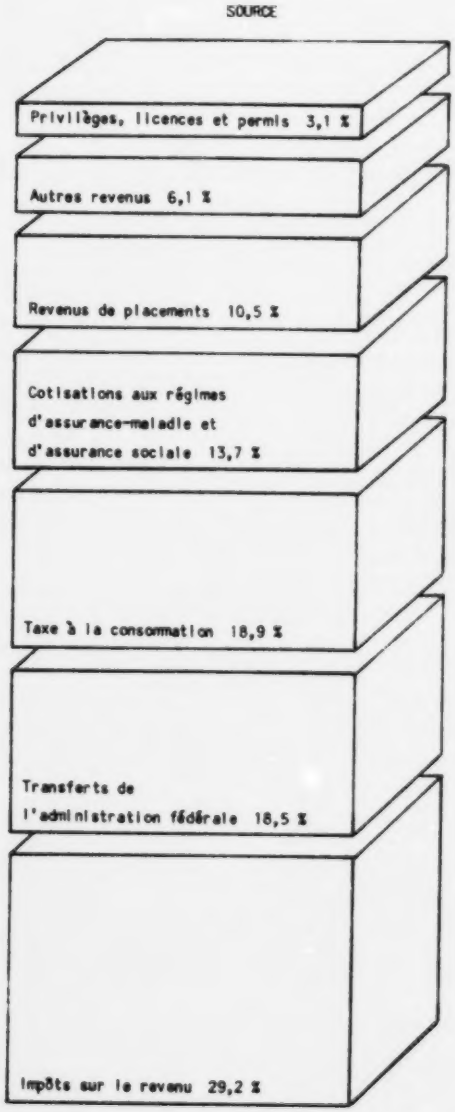
Les dépenses relatives à l'éducation ainsi qu'à la santé sont également importantes. Elles se chiffrent respectivement à 7 180 344 000 $ et à 6 760 253 000 $, ce qui leur procure des parts relatives de 22,7 % et 21,4 %. Enfin, avec des dépenses de 3 128 159 000 $, le service de la dette constitue la dernière fonction avec des déboursés supérieurs à deux milliards de dollars.

En ce qui regarde la répartition des dépenses entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les dépenses des ministères atteignent 27 517 425 000 $ alors que celles des fonds spéciaux se chiffrent à 7 941 079 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 77,6 % et 22,4 % du total avant consolidation. Les éliminations sont de 3 802 956 000 $ dont 2 221 575 000 $ ont trait à la santé.

L'analyse selon la catégorie démontre que les transferts aux particuliers représentent la plus importante catégorie de dépenses du gouvernement du Québec en 1986-87, avec un montant de 11 730 180 000 $, ce qui constitue 37,0 % du total.

Graphique 1.1

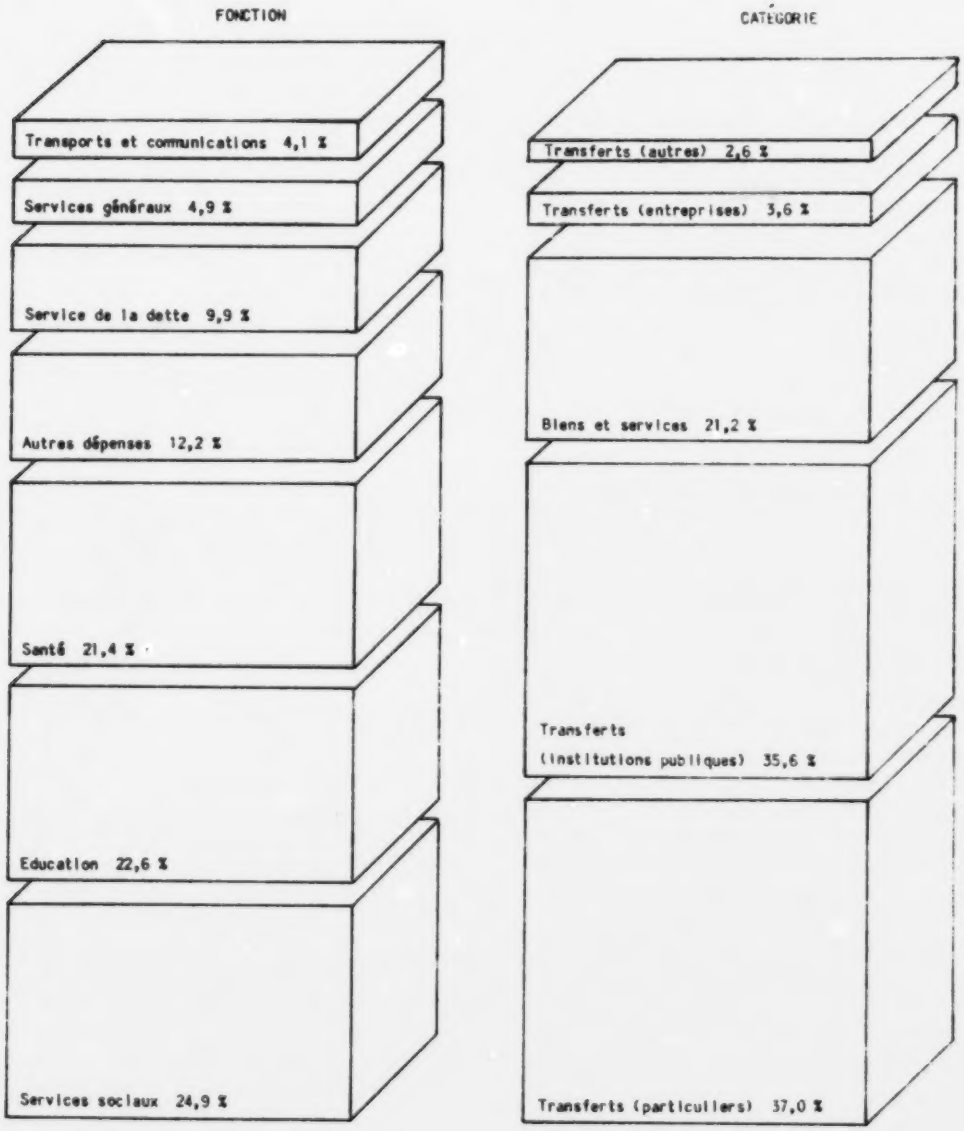
Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1986-87



Total: 31 204 920 000 $

Graphique 1.2

Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1986-87



Total: 31 655 548 000 $

Viennent ensuite les transferts aux institutions publiques qui s'élèvent à 11 281 996 000 $, soit une part relative de 35,6 % et les dépenses en biens et services qui se chiffrent à 6 701 881 000 $, ce qui représente 21,2 % du total.

L'ACTIF

L'actif financier du gouvernement du Québec atteint 31 037 906 000 $ à la fin de l'exercice financier 1986-87, ce qui constitue une augmentation de 12,2 % par rapport aux données du 31 mars 1986. La répartition, avant éliminations, entre les deux composantes se présente comme suit: 12 397 722 000 $ pour les ministères et 20 867 257 000 $ pour les fonds spéciaux.

Le poste le plus important de l'actif des ministères demeure la détention d'actions des entreprises publiques provinciales qui s'élève à 8 210 568 000 $. La détention des titres d'Hydro-Québec explique en grande partie l'ampleur de ce poste.

L'ensemble des effets à recevoir se chiffre à 2 286 941 000 $ dont 1 745 819 000 $ provient de l'impôt. Le total des effets à recevoir et celui des actions des entreprises publiques provinciales représente près de 85 % du total de l'actif financier des ministères.

Concernant les fonds spéciaux, les dépôts dans les institutions financières gouvernementales constituent 83 % du total de leur actif financier. L'importance de ce poste s'explique en majeure partie par le dépôt des surplus de la Régie des rentes et de la Régie de l'assurance automobile auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

LE PASSIF

Le passif du gouvernement du Québec s'élève à 34 864 200 000 $ au 31 mars 1987 comparativement à 29 097 099 000 $ au 31 mars 1986. Avec un niveau d'emprunt élevé, les ministères possèdent un passif de 30 976 846 000 $ alors que le passif des fonds spéciaux atteint 6 114 427 000 $, et ce, avant éliminations.

Du côté des ministères, la dette obligataire s'élève à 19 714 288 000 $, la dette relative aux obligations d'épargne atteint 2 805 694 000 $ et les bons du trésor ont un encours de 1 555 000 000 $. Ces trois postes représentent près de 78 % du passif total des ministères.

Pour les fonds spéciaux, la dette obligataire s'élève à 2 428 850 000 $, ce qui représente 39,7 % de leur passif, et l'ensemble des comptes à payer se chiffre à 714 818 000 $, soit 11,7 % du total.

LA PROVENANCE ET L'UTILISATION DES FONDS

L'impact des modifications aux conventions comptables survenues l'an dernier apparaît cette année dans notre publication. En effet, l'an dernier nous n'avions pas tenu compte de ces modifications. Cette année, leur inclusion modifie à la hausse le bilan des ministères. De fait, plus de 77 % de la provenance nette de fonds en 1986-87 s'explique par ces modifications aux règles comptables.

Chapitre 2 - Tableaux statistiques

L'ordre de présentation des tableaux statistiques est le même que l'an dernier, mais la numérotation est augmentée.

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, par composante, 1985-86 et 1986-87

Source	1985-86		1986-87				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres	**22 934 972r**	**78,5**	**20 188 260**	**5 754 377**	**593 846**	**25 348 791**	**81,2**	**2 413 819**	**10,5**
Impôts sur le revenu	8 635 763r	29,6r	9 125 129	-	16 629	9 108 500	29,2	472 737	5,5
Des particuliers	8 205 521r	28,1	8 654 169	-	-	8 654 169	27,7	448 648	5,5
Des corporations	430 242r	1,5r	470 960	-	16 629	454 331	1,5	24 089	5,6
Taxe à la consommation	5 281 024	18,1	5 891 383	-	1 588	5 889 795	18,9	608 771	11,5
Taxes générales de vente	3 083 045	10,6	3 535 030	-	1 588	3 533 442	11,3	450 397	14,6
Taxes sur les carburants	1 076 378	3,7	1 136 964	-	-	1 136 964	3,6	60 586	5,6
Taxes sur le tabac	640 547	2,2	692 229	-	-	692 229	2,2	51 682	8,1
Taxes afférentes aux champs de course	26 417	0,1	26 998	-	-	26 998	0,1	581	2,2
Taxes sur les repas et hôtels	327 719	1,1	361 329	-	-	361 329	1,2	33 610	10,3
Taxes sur les télécommunications	118 634	0,4	129 552	-	-	129 552	0,4	10 918	9,2
Autres taxes à la consommation	8 284	--	9 281	-	-	9 281	--	997	12,0
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale	3 649 277	12,5	1 766 902	2 560 951	43 843	4 284 010	13,7	634 733	17,4
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 542 582	5,3	1 766 902	-	-	1 766 902	5,7	224 320	14,6
Cotisations aux caisses des accidents de travail	738 280	2,5	-	945 695	19 705	925 990	3,0	187 710	25,4
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 352 865	4,6	-	1 598 724	24 138	1 574 586	5,0	221 721	16,4
Cotisations à l'Office de la construction du Québec	15 550	0,1r	-	16 532	-	16 532	0,1	982	6,3
Impôts divers	764 386r	2,6r	755 558	86 300	-	841 858	2,7	77 472	10,1
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	113 611r	0,4	126 563	-	-	126 563	0,4	12 952	11,4
Impôts sur les successions	30 514	0,1	9 164	-	-	9 164	--	(21 350)	(69,7)
Impôts sur les dons	776r	--	402	-	-	402	--	(374)	(48,2)
Autres taxes sur les corporations	533 431r	1,8r	619 429	-	-	619 429	2,0	85 998	16,1
Autres impôts	86 054	0,3	-	86 300	-	86 300	0,3	246	0,3
Revenus provenant des ressources naturelles	128 660	0,4	120 277	-	-	120 277	0,4	(8 383)	(6,5)
Chasse et pêche	17 864	0,1	18 622	-	-	18 622	0,1	758	4,3
Forêts	48 768	0,2	49 322	-	-	49 322	0,2	554	1,1
Mines	13 683	--	16 195	-	-	16 195	0,1	2 512	18,4
Pétrole et gaz naturel	115	--	115	-	-	115	--	-	-
Ressources hydrauliques	12 191	--	2 501	-	-	2 501	--	(9 690)	(79,5)
Autres	36 039	0,1	33 522	-	-	33 522	0,1	(2 517)	(7,0)
Privilèges, licences et permis	808 417	2,8	457 550	496 912	23	954 439	3,1	146 022	18,1
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	70 035	0,2	74 527	-	-	74 527	0,2	4 492	6,4
Véhicules automobiles	683 600	2,3	316 812	492 179	23	808 968	2,6	125 368	18,3
Autres	54 782	0,2	66 211	4 733	-	70 944	0,2	16 162	29,5
Ventes de biens et services	396 282	1,4r	400 809	463 934	511 184	353 559	1,1	(42 723)	(10,8)
À d'autres administrations publiques	134 349	0,5	147 286	231	-	147 517	0,5	13 168	9,8
Formation de la main-d'oeuvre	134 171	0,5	147 286	-	-	147 286	0,5	13 115	9,8
Autres	178	--	-	231	-	231	--	53	29,8
À la collectivité	261 933r	0,9	253 523	463 703	511 184	206 042	0,7	(55 891)	(21,3)
Locations	26 152	0,1	19 066	335 700	326 709	28 057	0,1	1 905	7,3
Services récréatifs et culturels	9 321	--	-	12 233	-	12 233	--	2 912	31,3
Autres	226 460r	0,8	234 457	115 770	184 475	165 752	0,5	(60 708)	(26,8)
Revenus de placements	2 867 981	9,8	1 189 908	2 113 799	14 440	3 289 267	10,5	421 286	14,7
Provenant des entreprises publiques propres	730 988	2,5	1 105 223	-	-	1 105 223	3,5	374 235	51,2
Hydro-Québec	-	-	303 000	-	-	303 000	1,0	303 000	...
Société des alcools	354 988	1,2	360 571	-	-	360 571	1,2	5 583	1,6
Société des loteries et courses	376 000	1,3	360 375	-	-	360 375	1,2	(15 625)	(4,2)
Autres	-	-	81 277	-	-	81 277	0,3	81 277	...
Autres revenus de placements	2 136 993	7,3	84 685	2 113 799	14 440	2 184 044	7,0	47 051	2,2
Intérêts	2 127 815	7,3	59 998	2 110 986	14 440	2 156 544	6,9	28 729	1,4
Dividendes	-	-	-	560	-	560	--	560	...
Bénéfices des opérations en devises étrangères	3 338	--	11 519	-	-	11 519	--	8 181	245,1
Autres	5 840	--	15 168	2 253	-	15 421	--	9 581	164,1

Tableau 2.1 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, par composante, 1985-86 et 1986-87

Source	1985-86		1986-87					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Autres revenus de sources propres	403 182r	1,4	480 744	32 481	6 139	507 086	1,6	103 904	25,8
Contributions de certains organismes au RREGOP	802	--	891	-	-	891	--	89	11,1
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux autres régimes de retraite	163 932	0,6	240 278	-	6 139	234 139	0,8	70 207	42,8
Intérêts et pénalités sur les impôts	156 467	0,5	186 799	-	-	186 799	0,6	30 332	19,4
Amendes et autres pénalités	43 537	0,1	52 776	2 175	-	54 951	0,2	11 414	26,2
Autres revenus divers	38 444r	0,1	-	30 306	-	30 306	0,1	(8 138)	(21,2)
Transferts	**6 266 205**	**21,5r**	**5 855 728**	**3 198 759**	**3 198 358**	**5 856 129**	**18,8**	**(410 076)**	**(6,6)**
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques	2 751 230	9,4	2 627 228	3 198 358	3 198 358	2 627 228	8,4	(124 002)	(4,5)
Transferts de l'administration fédérale	2 751 230	9,4	2 627 228	-	-	2 627 228	8,4	(124 002)	(4,5)
Subventions statutaires	4 603	--	4 603	-	-	4 603	--	-	...
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	26 863	0,1	3 960	-	-	3 960	--	(22 903)	(85,3)
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	1	--	-	-	-	-	-	(1)	...
Péréquation	2 854 147	9,8	2 747 847	-	-	2 747 847	8,8	(106 300)	(3,7)
Accord de réciprocité fiscale	62 010	0,2	62 677	-	-	62 677	0,2	667	1,1
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Autres	(196 394)	(0,7)	(191 859)	-	-	(191 859)	(0,6)	4 535	2,3
Transferts des ministères québécois	-	-	-	3 198 358	3 198 358	-	-	-	-
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises	3 514 975	12,0	3 228 500	401	-	3 228 901	10,3	(286 074)	(8,1)
Transferts de l'administration fédérale	3 417 539	11,7	3 153 270	201	-	3 153 471	10,1	(264 068)	(7,7)
Services généraux	4 903	--	270	-	-	270	--	(4 633)	(94,5)
Protection de la personne et de la propriété	21 527	0,1r	16 189	-	-	16 189	0,1	(5 338)	(24,8)
Transports et communications	16 271	0,1r	19 625	-	-	19 625	0,1	3 354	20,6
Santé	1 475 902	5,1r	1 381 261	-	-	1 381 261	4,4	(94 641)	(6,4)
Services sociaux	1 220 414	4,2	1 107 757	(1 330)	-	1 106 427	3,5	(113 987)	(9,3)
Éducation	600 023	2,1r	557 645	-	-	557 645	1,8	(42 378)	(7,1)
Ressources naturelles	26 346	0,1	31 813	-	-	31 813	0,1	5 467	(20,8)
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	32 452	0,1	25 173	-	-	25 173	0,1	(7 279)	(22,4)
Environnement	4 446	--	2 244	-	-	2 244	--	(2 202)	(49,5)
Loisirs et culture	2 587	--	63	1 531	-	1 594	--	(993)	(38,4)
Travail, emploi et immigration	1 178	--	1 130	-	-	1 130	--	(48)	(4,1)
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Planification et aménagement des régions	11 490	--	10 100	-	-	10 100	--	(1 390)	(12,1)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Transferts des entreprises publiques fédérales	97 196	0,3	75 230	-	-	75 230	0,2	(21 966)	(22,6)
Transferts des administrations locales	240	--	-	200	-	200	--	(40)	(16,7)
Total des revenus généraux bruts	**29 201 177r**	**100,0**	**26 043 988**	**8 953 136**	**3 792 204**	**31 204 920**	**100,0**	**2 003 743**	**6,9**
Total des dépenses générales brutes	**30 317 042r**	**100,0**	**27 517 425**	**7 941 079**	**3 802 956**	**31 655 548**	**100,0**	**1 338 506**	**4,4**
Surplus (Déficit)	**(1 115 865)r**	**-**	**(1 473 437)**	**1 012 057**	**10 752**	**(450 628)**	**-**	**665 237**	**40,4**

Tableau 2.2
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, par composante, 1985-86 et 1986-87

Fonction	1985-86		1986-87					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Services généraux	**1 602 535r**	**5,3**	**1 322 664**	**412 033**	**167 807**	**1 566 890**	**4,9**	**(35 645)**	**(2,2)**
Exécutif et législatif	117 729	0,4	72 437	-	5 353	67 084	0,2	(50 645)	(43,0)
Gestion	931 242	3,1	612 598	401 048	152 839	860 807	2,7	(70 435)	(7,6)
Pensions versées en vertu du RREGOP	33 171	0,1	50 309	-	-	50 309	0,2	17 138	51,7
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	417 040	1,4	491 394	6 139	6 139	491 394	1,6	74 354	17,8
Autres	103 353r	0,3	95 926	4 846	3 476	97 296	0,3	(6 057)	(5,9)
Protection de la personne et de la propriété	**834 195**	**2,8**	**768 119**	**67 213**	**81 683**	**753 649**	**2,4**	**(80 546)**	**(9,7)**
Cours de justice	95 344	0,3	98 862	-	-	98 862	0,3	3 518	(3,7)
Correction et réhabilitation	104 796	0,3	103 357	-	-	103 357	0,3	(1 439)	(1,4)
Police	290 086	1,0	297 470	-	1 103	296 367	0,9	6 281	2,2
Lutte contre les incendies	1 625	--	1 318	-	-	1 318	--	(307)	(18,9)
Protection du consommateur	36 030	0,1	27 688	-	-	27 688	0,1	(8 342)	(23,3)
Services de réglementations	93 296	0,3	73 988	14 290	2 512	85 766	0,3	(7 530)	(8,1)
Autres	213 018	0,7	165 436	52 923	78 068	140 291	0,4	(72 727)	(34,2)
Transports et communications	**1 415 443r**	**4,7**	**1 312 453**	**69 007**	**85 875**	**1 295 585**	**4,1**	**(119 858)**	**(8,5)**
Transport aérien	16 602	0,1	23 990	934	-	24 924	0,1	8 322	50,1
Transport routier	869 491r	2,9	784 054	2 700	26 455	760 299	2,4	(109 192)	(12,6)
Transport en commun	390 860	1,3	382 215	-	-	382 215	1,2	(8 645)	(2,2)
Transport par eau	15 338	0,1	10 328	-	-	10 328	--	(5 010)	(32,7)
Télécommunications	78 193	0,3	71 177	65 373	59 420	77 130	0,2	(1 063)	(1,4)
Autres	44 959	0,1	40 689	-	-	40 689	0,1	(4 270)	(9,5)
Santé	**6 299 949**	**20,8**	**6 656 915**	**2 324 913**	**2 221 575**	**6 760 253**	**21,4**	**460 304**	**7,3**
Soins hospitaliers	3 885 623	12,8	4 245 224	213 448	303 679	4 154 993	13,1	269 370	6,9
Soins médicaux	1 921 257	6,3	1 890 348	2 073 122	1 890 348	2 073 122	6,5	151 865	7,9
Soins préventifs	400 868	1,3	412 574	38 343	24 323	426 594	1,3	25 726	6,4
Autres	92 201	0,3	108 769	-	3 225	105 544	0,3	13 343	14,5
Services sociaux	**7 354 349r**	**24,3**	**4 378 714**	**3 643 984**	**142 162**	**7 880 536**	**24,9**	**526 187**	**7,2**
Sécurité sociale	3 166 842	10,4	286 355	3 327 545	25 421	3 588 479	11,3	421 637	13,3
Régime de rentes du Québec	1 937 091	6,4	1 538	2 206 181	25 421	2 182 298	6,9	245 207	12,7
Assurance-chômage	35 118	0,1	38 948	-	-	38 948	0,1	3 830	10,9
Accidents de travail	794 708	2,6	-	901 084	-	901 084	2,8	106 376	13,4
Supplément au revenu du travail	22 319	0,1	26 944	-	-	26 944	0,1	4 625	20,7
Allocations de maternité	9 284	--	8 713	-	-	8 713	--	(571)	(6,2)
Allocations familiales	201 892	0,7	210 212	-	-	210 212	0,7	8 320	4,1
Indemnisation des accidents de véhicules	166 430	0,5	-	220 280	-	220 280	0,7	53 850	32,4
Bien-être social	4 187 507r	13,8	4 092 359	316 439	116 741	4 292 057	13,6	104 550	2,5
Assistance sociale	2 180 668	7,2	2 147 760	33 075	8 251	2 172 584	6,9	(8 084)	(0,4)
Service de bien-être	1 433 858r	4,7	1 476 319	115 033	62 723	1 528 629	4,8	94 771	6,6
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	16 820	-	16 820	-	-	16 820	...
Autres dépenses de bien-être social	33 511	0,1	28 343	-	-	28 343	0,1	(5 168)	(15,4)
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	263 833	0,9	252 645	-	-	252 645	0,8	(11 188)	(4,2)
Autres services sociaux	275 637	0,9	170 472	168 331	28 947	309 856	1,0	34 219	12,4
Éducation	**6 776 974**	**22,4**	**7 274 387**	**3 476**	**97 519**	**7 180 344**	**22,7**	**403 370**	**6,0**
Élémentaire et secondaire	4 389 328	14,5	4 627 370	3 297	49 694	4 580 973	14,5	191 645	4,4
Collégial	955 820r	3,2r	1 051 210	-	14 004	1 037 206	3,3	81 386	8,5
Universitaire	1 195 126r	3,9	1 287 014	-	33 818	1 253 196	4,0	58 070	4,9
Services particuliers de recyclage	236 013	0,8	308 793	-	-	308 793	1,0	72 780	30,8
Autres	687r	--	-	179	3	176	--	(511)	(74,4)

Tableau 2.2 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, par composante, 1985-86 et 1986-87

Fonction	1985-86		1986-87					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**1 292 017**	**4,3**	**1 189 880**	**502 511**	**434 115**	**1 258 276**	**4,0**	**(33 741)**	**(2,6)**
Agriculture	506 749	1,7	446 049	320 918	241 406	525 561	1,7	18 812	3,7
Chasse et pêche	71 349	0,2	66 985	168	135	67 018	0,2	(4 331)	(6,1)
Forêts	212 925	0,7	228 962	2 428	15 286	216 104	0,7	3 179	1,5
Mines	66 472	0,2	50 435	-	-	50 435	0,2	(16 037)	(24,1)
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Tourisme	76 334	0,3	73 672	19 493	24 565	68 600	0,2	(7 734)	(10,1)
Commerce et industrie	280 261	0,9	247 894	150 043	148 134	249 803	0,8	(30 458)	(10,9)
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Autres	77 927	0,3	75 883	9 461	4 589	80 755	0,3	2 828	3,6
Environnement	**205 187**	**0,7**	**299 403**	**8 574**	**97 198**	**210 779**	**0,7**	**5 592**	**2,7**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	164 721	0,5	260 187	8 522	91 300	177 409	0,6	12 688	7,7
Contrôle de la pollution	14 328	—	13 976	-	-	13 976	--	(352)	(2,5)
Autres	26 138	0,1	25 240	52	5 898	19 394	0,1	(6 744)	(41,8)
Loisirs et culture	**379 715r**	**1,3**	**326 731**	**61 414**	**59 778**	**328 367**	**1,0**	**(51 348)**	**(13,5)**
Loisirs	167 031	0,6	145 412	122	6 872	138 662	0,4	(28 369)	(17,0)
Culture	199 943r	0,7	170 028	50 663	42 993	177 698	0,6	(22 245)	(11,1)
Autres	12 741	--	11 291	10 629	9 913	12 007	--	(734)	(5,8)
Travail, emploi et immigration	**240 981**	**0,8**	**211 691**	**117 711**	**78 330**	**251 072**	**0,8**	**10 091**	**4,2**
Travail et emploi	212 393	0,7	183 257	117 711	75 245	225 723	0,7	13 330	6,3
Immigration	28 588	0,1	28 434	-	3 085	25 349	0,1	(3 239)	(11,3)
Logement	**317 544r**	**1,0**	**297 981**	**262 162**	**299 860**	**260 283**	**0,8**	**(57 261)**	**(18,0)**
Opérations relatives au logement	251 565r	0,8	297 981	221 938	299 860	220 059	0,7	(31 506)	(12,5)
Aide au logement	65 979	0,2	-	40 224	-	40 224	0,1	(25 755)	(39,0)
Planification et aménagement des régions	**122 732r**	**0,4**	**121 696**	**5 510**	**14 604**	**112 602**	**0,4**	**(10 130)**	**(8,3)**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-	-	...
Aménagement des agglomérations urbaines	29 636r	0,1	52 048	-	-	52 048	0,2	22 412	75,6
Aménagement des régions	55 460	0,2	28 844	5 510	6 167	28 187	0,1	(27 273)	(49,2)
Autres	37 636	0,1	40 804	-	8 437	32 367	0,1	(5 269)	(14,0)
Établissements de recherche	**62 202r**	**0,2**	**37 485**	**37 087**	**6 564**	**68 008**	**0,2**	**5 806**	**9,3**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**303 279**	**1,0**	**268 772**	**47 431**	**-**	**316 203**	**1,0**	**12 924**	**4,3**
Subventions en remplacement d'impôt	245 861	0,8	254 582	-	-	254 582	0,8	8 721	3,6
Autres	57 418	0,2	14 190	47 431	-	61 621	0,2	4 203	7,3
Transferts aux entreprises propres	**216 141**	**0,7**	**284 542**	**-**	**-**	**284 542**	**0,9**	**68 401**	**31,7**
Service de la dette	**2 883 799r**	**9,5**	**2 765 992**	**378 053**	**15 886**	**3 128 159**	**9,9**	**234 360**	**8,1**
Intérêts	2 823 370	9,3	2 658 537	369 766	15 886	3 012 417	9,5	189 047	6,7
Autres	70 429r	0,2	107 455	8 287	-	115 742	0,4	45 313	64,5
Total des dépenses générales brutes	**30 317 042r**	**100,0**	**27 517 425**	**7 941 079**	**3 802 956**	**31 655 548**	**100,0**	**1 338 506**	**4,4**
Total des revenus généraux bruts	**29 201 177r**	**100,0**	**26 043 988**	**8 953 136**	**3 792 204**	**31 204 920**	**100,0**	**2 003 743**	**6,9**
Surplus (Déficit)	**(1 115 865)r**	**-**	**(1 473 437)**	**1 012 057**	**10 752**	**(450 628)**	**-**	**665 237**	**59,6**

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1986-87

Fonction	Catégorie						
	Biens et services		Transferts				Total
	Traitements et salaires	Autres	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Administrations locales	
	'000 $						
Services généraux	**448 047**	**553 654**	**558 462**	**6 426**	**275**	**26**	**1 566 890**
Exécutif et législatif	50 083	15 019	1 982	-	-	-	67 084
Gestion	348 905	504 602	3 308	3 885	107	-	860 807
Pensions versées en vertu du RRECOP	-	-	50 309	-	-	-	50 309
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	-	-	491 394	-	-	-	491 394
Autres	49 059	34 033	11 469	2 541	168	26	97 296
Protection de la personne et de la propriété	**531 520**	**161 881**	**51 996**	**1 383**	**36**	**6 833**	**753 649**
Cours de justice	82 188	15 988	-	-	-	686	98 862
Correction et réhabilitation	81 840	20 980	-	-	-	537	103 357
Police	228 032	67 334	-	-	-	1 001	296 367
Lutte contre les incendies	1 050	238	-	-	-	30	1 318
Protection du consommateur	19 075	7 963	650	-	-	-	27 688
Services de réglementations	59 209	26 477	49	-	-	31	85 766
Autres	60 126	22 901	51 297	1 383	36	4 548	140 291
Transports et communications	**221 804**	**629 373**	**1 796**	**272 209**	**-**	**170 403**	**1 295 585**
Transport aérien	1 165	23 044	-	715	-	-	24 924
Transport routier	149 157	553 785	150	845	-	56 362	760 299
Transport en commun	1 880	8 564	432	257 673	-	113 666	382 215
Transport par eau	1 007	1 721	394	6 891	-	315	10 328
Télécommunications	39 639	30 586	820	6 085	-	-	77 130
Autres	28 956	11 673	-	-	-	60	40 689
Santé	**60 354**	**2 163 043**	**127 435**	**2 234**	**4 407 187**	**-**	**6 760 253**
Soins hospitaliers	-	113 448	88 843	-	3 952 702	-	4 154 993
Soins médicaux	38 947	2 034 175	-	-	-	-	2 073 122
Soins préventifs	603	8 284	11 592	-	406 115	-	426 594
Autres	20 804	7 136	27 000	2 234	48 370	-	105 544
Services sociaux	**298 421**	**304 217**	**5 962 657**	**67 328**	**1 247 913**	**-**	**7 880 536**
Sécurité sociale	139 921	88 246	3 360 312	-	-	-	3 588 479
Régime de rentes du Québec	19 653	23 964	2 138 681	-	-	-	2 182 298
Assurance-chômage	38 948	-	-	-	-	-	38 948
Accidents de travail	81 320	64 282	755 482	-	-	-	901 084
Supplément au revenu du travail	-	-	26 944	-	-	-	26 944
Allocations de maternité	-	-	8 713	-	-	-	8 713
Allocations familiales	-	-	210 212	-	-	-	210 212
Indemnisation des accidents de véhicules	-	-	220 280	-	-	-	220 280
Bien-être social	158 500	215 971	2 602 345	67 328	1 247 913	-	4 292 057
Assistance sociale	-	-	2 172 584	-	-	-	2 172 584
Service de bien-être	39 816	88 951	160 255	39 339	1 200 268	-	1 528 629
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	-	28 092	251	-	-	-	28 343
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	-	-	226 891	25 754	-	-	252 645
Autres services sociaux	118 684	98 928	42 364	2 235	47 645	-	309 856
Éducation	**69 925**	**28 193**	**1 464 861**	**310**	**5 617 055**	**-**	**7 180 344**
Élémentaire et secondaire	49 678	21 856	203 277	146	4 306 016	-	4 580 973
Collégial	10 128	3 029	191 360	-	832 689	-	1 037 206
Universitaire	10 099	3 152	922 140	-	317 805	-	1 253 196
Services particuliers de recyclage	-	-	148 084	164	160 545	-	308 793
Autres	20	156	-	-	-	-	176

Tableau 2.3 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1986-87

Fonction	Catégorie						
	Biens et services		Transferts				Total
	Traitements et salaires	Autres	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Administrations locales	
				'000 $			
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**349 116**	**271 964**	**232 916**	**384 264**	**3 589**	**16 427**	**1 258 276**
Agriculture	107 822	42 932	220 612	146 419	2 970	4 806	525 561
Chasse et pêche	38 275	13 760	3 480	10 769	45	689	67 018
Forêts	67 673	102 322	367	45 663	79	-	216 104
Mines	11 219	11 411	-	27 760	45	-	50 435
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	23 504	31 377	7 259	3 339	-	3 121	68 600
Commerce et industrie	59 784	33 149	388	148 791	-	7 691	249 803
Eau	-	-	-	-	-	-	-
Autres	40 839	37 013	810	1 523	450	120	80 755
Environnement	**42 989**	**20 372**	**1 196**	**508**	**145**	**145 569**	**210 779**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	21 131	13 762	111	30	0	142 375	177 409
Contrôle de la pollution	7 064	3 173	1 319	478	-	2 242	13 976
Autres	14 794	3 437	66	-	145	952	19 394
Loisirs et culture	**97 758**	**80 631**	**48 845**	**44 839**	**547**	**55 747**	**328 367**
Loisirs	51 863	32 087	20 851	1 979	-	31 882	138 662
Culture	43 746	47 719	27 994	33 827	547	23 865	177 698
Autres	2 149	825	-	9 033	-	-	12 007
Travail, emploi et immigration	**163 580**	**33 635**	**18 636**	**34 348**	**735**	**138**	**251 072**
Travail et emploi	144 703	30 121	15 678	34 348	735	138	225 723
Immigration	18 877	3 514	2 958	-	-	-	25 349
Logement	**15 167**	**110 676**	**95 583**	**-**	**-**	**38 857**	**260 283**
Opérations relatives au logement	15 167	110 676	55 159	-	-	38 857	220 059
Aide au logement	-	-	40 224	-	-	-	40 224
Planification et aménagement des régions	**28 811**	**6 335**	**2 638**	**11 173**	**-**	**63 645**	**112 602**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	2 573	274	2 638	874	-	45 689	52 048
Aménagement des régions	10 092	4 324	-	10 299	-	3 472	28 187
Autres	16 146	1 737	-	-	-	14 484	32 367
Établissements de recherche	**6 324**	**4 082**	**35 021**	**18 057**	**4 514**	**-**	**68 008**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**316 203**	**316 203**
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	-	254 582	254 582
Autres	-	-	-	-	-	61 621	61 621
Transferts aux entreprises propres	**-**	**-**	**-**	**284 542**	**-**	**-**	**284 542**
Service de la dette	**-**	**9**	**3 128 138**	**12**	**-**	**-**	**3 128 159**
Intérêts	-	-	3 012 405	12	-	-	3 012 417
Autres	-	9	115 733	-	-	-	115 742
Total	**2 333 816**	**4 368 065**	**11 730 180**	**1 127 643**	**11 281 996**	**813 848**	**31 655 548**

Tableau 2.4
Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, 31 mars 1986 et 1987

Actif	31 mars 1986				31 mars 1987			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Encaisse et dépôts	**622 368**	**16 148 671**	**-**	**16 771 039**	**743 949**	**17 452 974**	**-**	**18 196 923**
Encaisse	32 609	40 347	-	72 956	63 203	31 342	-	94 545
Dépôts dans les institutions financières gouvernementales	-	15 941 204	-	15 941 204	-	17 327 321	-	17 327 321
Dépôts dans les banques à charte	369 759	156 608	-	526 367	489 504	79 019	-	568 523
Dépôts dans d'autres institutions financières	220 000	10 512	-	230 512	191 242	15 292	-	206 534
Effets à recevoir	**2 012 995**	**1 928 527**	**1 004 267**	**2 937 255**	**2 286 941**	**2 159 189**	**1 306 913**	**3 139 217**
Impôts	1 588 695	121 044	-	1 709 739	1 745 819	140 797	-	1 886 616
Intérêts	19 932	570 854	-	590 786	20 407	513 926	-	534 333
Comptes clients	65 695	27 220	-	92 915	38 675	22 906	-	61 581
Administrations publiques	197 057	1 035 483	1 004 267	228 273	249 902	1 350 507	1 306 913	293 496
Administration fédérale	151 585	424	-	152 009	179 727	173	-	179 900
Administration provinciale	45 472	958 795	1 004 267	-	70 175	1 236 738	1 306 913	-
Administrations locales	-	76 264	-	76 264	-	113 596	-	113 596
Entreprises publiques	29 000	55 114	-	84 114	67 000	54 041	-	121 041
Entreprises fédérales	-	53 143	-	53 143	-	53 213	-	53 213
Entreprises provinciales	29 000	1 971	-	30 971	67 000	828	-	67 828
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	112 616	118 812	-	231 428	165 138	77 012	-	242 150
Avances	**714 788**	**244 187**	**484 739**	**474 236**	**282 926**	**292 035**	**114 279**	**460 682**
Aux administrations publiques	495 044	-	484 739	10 305	127 191	-	114 279	12 912
Administration provinciale	487 514	-	484 739	2 775	117 054	-	114 279	2 775
Gouvernement du Québec	484 739	-	484 739	-	114 279	-	114 279	-
Institutions publiques	2 775	-	-	2 775	2 775	-	-	2 775
Administrations locales	7 530	-	-	7 530	10 137	-	-	10 137
Entreprises publiques	108 649	-	-	108 649	43 617	-	-	43 617
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	108 649	-	-	108 649	43 617	-	-	43 617
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	72 321	-	-	72 321	79 849	-	-	79 849
Entreprises privées	33 667	231 518	-	265 185	27 162	279 025	-	306 187
Universités	5 107	-	-	5 107	5 107	-	-	5 107
Autres	-	12 669	-	12 669	-	13 010	-	13 010
Titres	**6 639 688**	**804 071**	**491 720**	**6 952 039**	**8 937 365**	**846 428**	**791 051**	**8 992 742**
Bons du trésor	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	406 684	63 836	347 193	123 327	726 797	126 618	630 039	223 376
Administrations publiques	406 544	47 165	347 193	106 516	686 667	112 702	630 039	169 330
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	345 781	46 686	347 193	45 274	628 876	112 223	630 039	111 060
Gouvernement du Québec	345 781	1 412	347 193	-	628 876	1 163	630 039	-
Institutions publiques	-	45 274	-	45 274	-	111 060	-	111 060
Autres provinces	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations locales	60 763	479	-	61 242	57 791	479	-	58 270
Entreprises publiques	140	400	-	540	130	-	-	130
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	140	400	-	540	130	-	-	130
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur privé	-	16 271	-	16 271	40 000	13 916	-	53 916
Entreprises	-	-	-	-	40 000	-	-	40 000
Universités	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	16 271	-	16 271	-	13 916	-	13 916
Actions	6 233 004	32 298	144 527	6 120 775	8 210 568	30 313	161 012	8 079 869
Administration publique provinciale	144 527	-	144 527	-	161 012	-	161 012	-
Entreprises publiques provinciales	6 088 477	-	-	6 088 477	8 049 454	-	-	8 049 454
Entreprises privées	-	32 298	-	32 298	102	30 313	-	30 415

Tableau 2.4 (suite)
Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, 31 mars 1986 et 1987

Actif	31 mars 1986				31 mars 1987			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Hypothèques et contrats de vente	-	667 551	-	667 551	-	653 477	-	653 477
Hypothèques en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	-	520 911	-	520 911	-	517 911	-	517 911
Autres	-	146 640	-	146 640	-	135 566	-	135 566
Autres titres	-	40 386	-	40 386	-	36 020	-	36 020
Autres actifs financiers	**2 210**	**117 493**	**15 148**	**104 555**	**146 541**	**116 631**	**14 830**	**248 342**
Administration provinciale	-	15 148	15 148	-	-	14 830	14 830	-
Autres	2 210	102 345	-	104 555	146 541	101 801	-	248 342
Total	**9 992 049**	**19 242 949**	**1 995 874**	**27 239 124**	**12 397 722**	**20 867 257**	**2 227 073**	**31 037 906**

Tableau 2.5
Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, 31 mars 1986 et 1987

Passif	31 mars 1986				31 mars 1987			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Emprunts auprès d'institutions financières	**351 011**	**833 191**	**-**	**1 184 202**	**309 300**	**1 115 051**	**-**	**1 424 351**
Découverts bancaires	351 011	103 770	-	454 781	309 300	109 461	-	418 761
Emprunts bancaires	-	568 303	-	568 303	-	616 500	-	616 500
Autres institutions financières	-	161 118	-	161 118	-	389 090	-	389 090
Effets à payer	**2 501 559**	**687 893**	**337 906**	**2 851 546**	**4 633 574**	**714 818**	**409 364**	**4 939 028**
Titres échus en circulation	-	-	-	-	53 855	-	-	53 855
Intérêts	1 101 304	87 960	-	1 189 264	1 221 515	94 550	-	1 316 065
Comptes-fournisseurs	235 900	397 743	-	633 643	130 200	410 547	-	540 747
Administrations publiques	937 489	45 520	337 906	645 103	2 385 421	90 743	409 364	2 066 800
Administration fédérale	-	53	-	53	-	498	-	498
Administration provinciale	492 039	45 467	337 906	199 600	1 148 803	71 061	409 364	810 500
Gouvernement du Québec	292 439	45 467	337 906	-	338 303	71 061	409 364	-
Institutions publiques	199 600	-	-	199 600	810 500	-	-	810 500
Administrations locales	445 450	-	-	445 450	1 236 618	19 184	-	1 255 802
Entreprises publiques	8 931	-	-	8 931	337 223	-	-	337 223
Entreprises provinciales	8 931	-	-	8 931	337 223	-	-	337 223
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	217 935	156 670	-	374 605	505 360	118 978	-	624 338
Universités	18 500	-	-	18 500	116 600	-	-	116 600
Autres	199 435	156 670	-	356 105	388 760	118 978	-	507 738
Avances	**382 810**	**589 780**	**517 169**	**455 421**	**379 860**	**411 059**	**342 249**	**448 670**
Administrations publiques	342 165	517 169	517 169	342 165	339 790	342 249	342 249	339 790
Administration fédérale	342 165	-	-	342 165	339 790	-	-	339 790
Administration provinciale	-	517 169	517 169	-	-	342 249	342 249	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	37 845	61 864	-	99 709	37 270	61 710	-	98 980
Entreprises fédérales	37 845	61 864	-	99 709	37 270	61 710	-	98 980
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques à charte	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions fincancières	-	7 600	-	7 600	-	4 400	-	4 400
Autres	2 800	3 147	-	5 947	2 800	2 700	-	5 500
Bons du trésor	**1 635 000**	**-**	**-**	**1 635 000**	**1 555 000**	**-**	**-**	**1 555 000**
Obligations d'épargne	**2 729 551**	**-**	**-**	**2 729 551**	**2 805 694**	**-**	**-**	**2 805 694**
Obligations	**15 765 751**	**2 183 704**	**776 097**	**17 173 358**	**19 714 288**	**2 428 850**	**757 692**	**21 385 446**
Administrations publiques	763 021	128 742	776 097	115 666	752 244	127 653	757 692	122 205
Régime de pensions du Canada	115 666	-	-	115 666	122 205	-	-	122 205
Administration provinciale	647 355	128 742	776 097	-	630 039	127 653	757 692	-
Entreprises provinciales	5 425 585	-	-	5 425 585	5 791 901	-	-	5 791 901
A la collectivité	9 577 145	2 054 962	-	11 632 107	13 170 143	2 301 197	-	15 471 340
Au Canada	5 150 482	2 054 962	-	7 205 444	6 192 093	2 301 197	-	8 493 290
Aux Etats-Unis	2 483 853	-	-	2 483 853	3 736 707	-	-	3 736 707
A des pays étrangers autres que les Etats-Unis	1 942 810	-	-	1 942 810	3 241 343	-	-	3 241 343
Autres titres	**2 056 726**	**513 319**	**111 503**	**2 458 542**	**1 480 594**	**627 110**	**90 003**	**2 017 701**
Administration provinciale	-	111 503	111 503	-	-	90 003	90 003	-
Entreprises publiques provinciales (autres provinces)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2 056 726	401 816	-	2 458 542	1 480 594	537 107	-	2 017 701
Dépôts	**56 343**	**24 147**	**-**	**80 490**	**-**	**21 803**	**-**	**21 803**
Administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	56 343	24 147	-	80 490	-	21 803	-	21 803

Tableau 2.5 (suite)
Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, 31 mars 1986 et 1987

Passif	31 mars 1986				31 mars 1987			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Autres créances	**45 608**	**736 580**	**253 199**	**528 989**	**98 536**	**795 736**	**627 765**	**266 507**
Administrations publiques	5 374	15 095	15 095	5 374	2 587	14 600	14 600	2 587
Administration provinciale	-	15 095	15 095	-	-	14 600	14 600	-
Administrations locales	5 374	-	-	5 374	2 587	-	-	2 587
Autres	40 234	721 485	238 104	523 615	95 949	781 136	613 165	263 920
Revenus différés	-	425 828	-	425 828	-	566 434	-	566 434
Autres	40 234	295 657	238 104	97 787	95 949	214 702	613 165	(302 514)
Total	**25 524 359**	**5 568 614**	**1 985 874**	**29 097 099**	**30 976 846**	**6 114 427**	**2 227 073**	**34 864 200**
Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)	**(15 532 310)**	**13 674 335**	**-**	**(1 857 975)**	**(18 579 124)**	**14 752 850**	**-**	**(3 826 294)**

Tableau 2.6
Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, 1986-87

	1986-87
	'000 $
Provenance des ressources financières	**6 648 266**
Variation de l'actif financier	32 404
Diminution des avances versées	13 554
Diminution des obligations détenues des entreprises publiques	410
Diminution des hypothèques et contrats de vente détenus	14 074
Diminution des autres titres detenus	4 366
Variation du passif	6 615 862
Augmentation des emprunts auprès d'institutions financières	240 149
Augmentation des effets à payer	2 087 482
Augmentation des obligations d'épargne émises	76 143
Augmentation des obligations émises	4 212 088
Utilisation des ressources financières	**4 679 947**
Variation de l'actif financier	3 831 186
Augmentation de l'encaisse et des dépôts	1 425 884
Augmentation des effets à recevoir	201 962
Augmentation des obligations détenues des administrations publiques	62 814
Augmentation des obligations détenues du secteur privé	37 645
Augmentation des actions détenues	1 959 094
Augmentation des autres actifs financiers	143 787
Variation du passif	848 761
Diminution des avances reçues	6 751
Diminution des bons du trésor émis	80 000
Diminution des titres émis	440 841
Diminution des dépôts dus	58 687
Diminution des autres créances dues	262 482
Provenance nette de fonds	**1 968 319**
Déficit selon la gestion financière	**450 628**
Modifications des conventions comptables 1985-86[1]	**1 517 691**

1. Les changements comptables effectués sur les bilans en 1985-86 n'ont pas été pris en compte l'an dernier.

Tableau 2.7
Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1986-87

	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Revenus généraux bruts non consolidés	**26 043 988**	**8 953 136**	**34 997 124**
Revenus bruts du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	25 646 247	9 088 176[1]	34 734 423
Ajustements	397 741	(135 040)	262 701
Postes ne constituant pas des revenus selon le système de gestion financière	-	(715)	(715)
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(88 461)	(134 325)	(222 786)
Contributions du gouvernement comme employeur aux Fonds des services de santé	(62 053)	-	(62 053)
Taxe spéciale sur le tabac	122 917	-	122 917
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	241 169	-	241 169
Impôts fonciers	70 318	-	70 318
Allocation de disponibilité	156 573	-	156 573
Autres ajustements	(42 722)	-	(42 722)
Éliminations	**(185 421)**	**(3 606 783)**	**(3 792 204)**
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec	(185 421)	(3 606 783)	(3 792 204)
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	(185 421)	-	(185 421)
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	-	(3 562 940)	(3 562 940)
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, CSST)	-	(43 843)	(43 843)
Total des revenus généraux bruts	**25 858 567**	**5 346 353**	**31 204 920**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.8
Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, 1986-87

	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Dépenses générales brutes non consolidées	**27 517 425**	**7 941 079**	**35 458 504**
Dépenses brutes du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	28 465 454	8 978 738[2]	37 444 192
Ajustements[1]	(948 029)	(1 037 659)	(1 985 688)
Postes ne constituant pas des dépenses	-	(903 334)	(903 334)
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(88 461)	(134 325)	(222 786)
Contributions du gouvernement comme employeur aux Fonds des services de santé	(62 053)	-	(62 053)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	(809 303)	-	(809 303)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	(846 003)	-	(846 003)
Taxe spéciale sur le tabac	122 917	-	122 917
Impôts fonciers	70 318	-	70 318
Allocation de disponibilité	156 573	-	156 573
Pensions versées pour le RREGOP	50 309	-	50 309
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	491 394	-	491 394
Autres ajustements	(33 720)	-	(33 720)
Éliminations	**(3 551 068)**	**(251 888)**	**(3 802 956)**
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec	(3 551 068)	(251 888)	(3 802 956)
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	(3 507 225)	-	(3 507 225)
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	-	(251 888)	(251 888)
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, CSST)	(43 843)	-	(43 843)
Total des dépenses générales brutes	**23 966 357**	**7 689 191**	**31 655 548**

1. Les dépenses pour créances douteuses sont maintenant incluses dans les Comptes publics.
2. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.9
Réconciliation du déficit selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, Québec, 1986-87

	1986-87
	'000 $
Déficit selon les Comptes publics	**(2 819 207)**
Ajustements	1 345 770
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	809 303
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	846 003
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	241 169
Pensions versées pour le RREGOP	(50 309)
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	(491 394)
Autres	(9 002)
Surplus des fonds spéciaux	1 012 057
Différence entre les éliminations	10 752
Déficit selon la gestion financière	**(450 628)**

Tableau 2.10
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1978-79 à 1987-88

Source	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88p
	'000 $									
Revenus de sources propres	**10 904 819**	**12 160 247**	**13 757 353**	**16 494 973**	**17 946 646**	**19 294 638**	**20 595 735**	**22 934 972r**	**25 348 791**	**26 948 000**
Impôts sur le revenu	4 687 420	5 233 410	5 985 900	6 641 455	6 886 767	7 256 888	7 794 923	8 635 763r	9 108 500	9 727 000
Taxes à la consommation	2 273 000	2 565 348	2 769 310	3 296 135	3 842 967	4 230 554	4 440 644	5 281 024	5 889 795	6 121 000
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	1 575 906	1 774 353	2 001 137	2 910 605	2 938 226	3 247 335	3 379 897	3 649 277	4 284 010	4 635 000
Impôts divers	195 514	216 233	291 167	471 940	664 758	704 868	742 802	764 386r	841 858	859 000
Revenus provenant des ressources naturelles	114 992	122 091	144 963	167 363	114 697	112 747	132 786	128 660	120 277	138 000
Privilèges, licences et permis	574 602	615 082	615 559	646 970	748 392	737 252	827 492	808 417	954 439	980 000
Ventes de biens et services	222 375	252 276	245 811	283 443	348 837	375 833	397 263	396 282r	353 559	368 000
Revenus de placements	1 018 506	1 133 467	1 406 654	1 680 751	1 912 882	2 143 088	2 429 140	2 867 981	3 289 267	3 495 000
Autres revenus de sources propres	242 504	247 987	296 852	396 311	489 120	486 073	450 788	403 182r	507 086	625 000
Transferts	**3 231 438**	**3 713 378**	**3 850 968**	**4 442 418**	**5 189 757**	**6 237 715**	**6 274 233**	**6 266 205**	**5 856 129**	**6 363 000**
Transferts de l'administration fédérale	3 203 051	3 662 145	3 769 001	4 318 193	5 091 830	6 151 158	6 171 211	6 168 769	5 780 699	6 222 000
Transferts des entreprises fédérales	27 194	51 233	77 733	116 884	97 927	86 397	102 822	97 196	75 230	140 000
Transferts des administrations locales	1 193	-	4 234	7 341	-	160	200	240	200	-
Total des revenus généraux bruts	**14 136 257**	**15 873 625**	**17 608 321**	**20 937 391**	**23 136 403**	**25 532 353**	**26 869 968**	**29 201 177r**	**31 204 920**	**33 310 000**
Total des dépenses générales brutes	**14 234 468**	**15 904 925**	**18 548 006**	**21 479 517**	**24 528 333**	**26 569 339**	**28 112 053**	**30 317 042r**	**31 655 548**	**33 674 000**
Surplus (Déficit)	**(98 211)**	**(31 300)**	**(939 685)**	**(542 126)**	**(1 391 930)**	**(1 036 986)**	**(1 242 085)**	**(1 115 865)r**	**(450 628)**	**(364 000)**

Tableau 2.11
Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1977-78 à 1986-87

Source	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88p
						%				
Revenus de sources propres	**77,1**	**76,6**	**78,1**	**78,8**	**77,6**	**75,6**	**76,6**	**78,5**	**81,2**	**80,9**
Impôts sur le revenu	33,2	33,0	34,0	31,7	29,8	28,4	29,0	29,6r	29,2	29,2
Taxes à la consommation	16,1	16,2	15,7	15,7	16,6	16,6	16,5	18,1	18,9	18,4
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	11,1	11,2	11,4	13,9	12,7	12,7	12,6	12,5	13,7	13,9
Impôts divers	1,4	1,4	1,7	2,2	2,9	2,8	2,7	2,6r	2,7	2,6
Revenus provenant des ressources naturelles	0,8	0,8	0,8	0,8	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Privilèges, licences et permis	4,1	3,9	3,5	3,0	3,2	2,9	3,1	2,8	3,1	2,9
Ventes de biens et services	1,6	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4r	1,1	1,1
Revenus de placement	7,2	7,1	8,0	8,0	8,3	8,4	9,0	9,8	10,5	10,5
Autres revenus de sources propres	1,7	1,6	1,7	1,9	2,1	1,9	1,7	1,4	1,6	1,9
Transferts	**22,9**	**23,4**	**21,8**	**21,2**	**22,4**	**24,4**	**23,3**	**21,5r**	**18,8**	**19,1**
Transferts de l'administration fédérale	22,7	23,1	21,4	20,6	22,0	24,1	22,9	21,1	18,5	18,7
Transferts des entreprises fédérales	0,2	0,3	0,4	0,6	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4
Transferts des administrations locales	--	-	--	--	-	--	--	--	--	-
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 2.12
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1978-79 à 1987-88

Fonction	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88p
	'000 $									
Services généraux	790 976	932 480	1 117 356	1 197 073	1 345 031	1 474 757	1 369 937	1 602 535r	1 566 890	1 993 000
Protection de la personne et de la propriété	446 110	486 384	521 339	620 904	600 402	619 027	703 969	834 195	753 649	923 000
Transports et communications	911 941	1 035 885	1 067 668	1 152 488	1 676 624[1]	1 369 523	1 419 407	1 415 443r	1 295 585	1 330 000
Santé	3 104 183	3 573 787	3 989 799	4 547 277	4 978 830	5 423 978[2]	5 906 726	6 299 949	6 760 253	7 274 000
Services sociaux	2 599 009	3 017 573	3 547 512	4 184 850	5 407 382	6 140 383[2]	6 848 819	7 354 349r	7 880 536	8 238 000
Education	3 710 085	3 981 352	5 024 442	5 814 387	5 994 032	6 573 897[2]	6 259 899	6 776 974	7 180 344	7 567 000
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	612 453	674 446	714 613	837 820	878 045	1 075 161	1 162 575	1 292 017	1 258 276	1 241 000
Environnement	62 758	82 729	124 511	147 324	167 714	176 413	188 303	205 187	211 779	299 000
Loisirs et culture	189 967	214 550	255 509	264 851	317 306	315 162	347 171	379 715r	328 367	374 000
Travail, emploi et immigration	54 330	81 269	115 810	132 073	106 365	293 285	270 870	240 981	251 072	368 000
Logement	186 918	227 633	257 977	214 498	294 130	303 527	289 824	317 544r	260 283	199 000
Planification et aménagement des régions	156 944	184 373	140 730	163 252	138 276	170 411	138 179	122 732r	112 602	117 000
Établissements de recherche	-	-	-	-	-	-	-	62 202r	68 008	50 000
Transferts à des fins générales aux administrations locales	459 549	336 769	187 382	211 213	263 546	270 407	285 564	303 279	316 203	309 000
Transferts aux entreprises propres	87 966	99 689	117 555	117 306	125 218	259 644	285 008	216 141	284 542	212 000
Service de la dette	861 279	976 005	1 365 803	1 874 201	2 235 432	2 103 764[2]	2 635 802	2 893 799r	3 128 159	3 180 000
Total des dépenses générales brutes	**14 234 468**	**15 904 925**	**18 548 006**	**21 479 517**	**24 528 333**	**26 569 339**	**28 112 053**	**30 317 042r**	**31 655 548**	**33 674 000**
Total des revenus généraux bruts	**14 136 257**	**15 873 625**	**17 608 321**	**20 937 391**	**23 136 403**	**25 532 353**	**26 869 968**	**29 201 177r**	**31 204 920**	**33 310 000**
Surplus (Déficit)	**(98 211)**	**(31 300)**	**(939 685)**	**(542 126)**	**(1 391 930)**	**(1 036 986)**	**(1 242 085)**	**(1 115 865)r**	**(450 628)**	**(364 000)**

1. Cette hausse est attribuable à l'intégration de l'Office des autoroutes.
2. Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'université du Québec, pour le Service de la dette, sont maintenant inclus aux fonctions concernées.

Tableau 2.13
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1978-79 à 1987-88

Fonction	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88p
						%				
Services généraux	5,6	5,9	6,0	5,6	5,5	5,6	4,9	5,3	4,9	5,9
Protection de la personne et de la propriété	3,1	3,1	2,8	2,9	2,4	2,3	2,5	2,8	2,4	2,7
Transports et communications	6,4	6,5	5,8	5,4	6,8	5,2	5,0	4,7	4,1	3,9
Santé	21,8	22,5	21,5	21,2	20,3	20,4	21,0	20,8	21,4	21,6
Services sociaux	18,3	19,0	19,1	19,5	22,0	23,1	24,3	24,3	24,9	24,5
Education	26,1	25,0	27,1	27,1	24,4	24,7	22,4	22,4	22,7	22,5
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	4,3	4,2	3,9	3,9	3,6	4,0	4,1	4,3	4,0	3,7
Environnement	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,9
Loisirs et culture	1,3	1,3	1,4	1,2	1,3	1,2	1,2	1,3	1,0	1,1
Travail, emploi et immigration	0,4	0,5	0,6	0,6	0,4	1,1	1,0	0,8	0,8	1,1
Logement	1,3	1,4	1,4	1,0	1,2	1,1	1,0	1,0	0,8	0,6
Planification et aménagement des régions	1,1	1,2	0,8	0,8	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3
Etablissements de recherche	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	0,1
Transferts à des fins générales aux administrations locales	3,2	2,1	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
Transferts aux entreprises propres	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	1,0	1,0	0,7	0,9	0,6
Service de la dette	6,0	6,1	7,4	8,7	9,1	7,9	9,4	9,5	9,9	9,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 2.14
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1978-79 à 1987-88

Catégorie	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88p
					'000 $					
Biens et services	**6 327 361**	**7 171 049**	**8 019 706**	**8 855 530**	**11 130 886**	**5 643 108**[1]	**6 165 807**	**6 917 135r**	**6 701 881**	..
Transferts	**7 833 294**	**8 616 135**	**10 445 614**	**12 524 386**	**13 333 248**	**20 857 709**	**21 812 476**	**23 397 796r**	**24 953 667**	..
Particuliers	4 451 841	5 192 417	6 149 833	7 466 670	7 869 846	8 536 066	9 793 666	10 923 602r	11 730 180	..
Entreprises	310 841	293 395	429 761	461 904	812 718	934 057	982 131	1 032 171	1 127 643	..
Autres échelons de l'administration publique	3 070 612	3 130 323	3 866 020	4 595 812	4 650 684	11 367 586	11 036 679	11 442 023	12 095 844	..
Autres dépenses	**73 813**	**117 741**	**82 686**	**99 601**	**64 199**	**88 522**	**133 770**	**2 111**	**-**	..
Total des dépenses générales brutes	**14 234 468**	**15 904 925**	**18 548 006**	**21 479 517**	**24 528 333**	**26 569 339**	**28 112 053**	**30 317 042r**	**31 655 548**	**33 674 000**
Total des revenus généraux bruts	**14 136 257**	**15 873 625**	**17 608 321**	**20 937 391**	**23 136 403**	**25 532 353**	**26 869 968**	**29 201 177r**	**31 204 920**	**33 310 000**
Surplus (Déficit)	**(98 211)**	**(31 300)**	**(939 685)**	**(542 126)**	**(1 391 930)**	**(1 036 986)**	**(1 242 085)**	**(1 115 865)r**	**(450 628)**	**(364 000)**

Tableau 2.15
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1978-79 à 1987-88

Catégorie	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88p
					%					
Biens et services	**44,4**	**45,1**	**43,2**	**41,2**	**45,4**	**21,2**[1]	**21,9**	**23,0**	**21,2**	..
Transferts	**55,0**	**54,1**	**56,3**	**58,3**	**54,3**	**78,4**	**77,6**	**77,1r**	**78,8**	..
Particuliers	31,3	32,6	33,2	34,8	32,1	32,1	34,8	36,0r	37,0	..
Entreprises	2,2	1,8	2,3	2,1	3,3	3,5	3,5	3,4	3,6	..
Autres échelons de l'administration publique	21,6	19,7	20,8	21,4	19,0	42,8	39,3	37,7	38,2	..
Autres dépenses	**0,5**	**0,7**	**0,4**	**0,5**	**0,3**	**0,3**	**0,5**	**—**	**-**	..
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

1. Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'université du Québec sont maintenant inclus aux transferts aux autres échelons de l'administration publique à partir de 1983-84.

Les revenus et les dépenses sont présentés selon le système de gestion financière qui décrit, d'une façon détaillée, les différentes sources de revenus et les différentes fonctions de dépenses.

LE SYSTÈME STATISTIQUE DE GESTION FINANCIÈRE

Le système statistique de gestion des finances publiques, appelé "système de gestion financière"[1], est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada.

Les revenus et dépenses généraux bruts portent sur les opérations d'un exercice financier et comprennent les revenus et dépenses courants et de nature "capital" de l'univers statistique du gouvernement du Québec.

Les données brutes proviennent des Comptes publics de la province de Québec et des rapports annuels des divers fonds spéciaux. L'information contenue dans ces deux sources de données est codifiée et compilée selon le système statistique de gestion financière.

Revenus

Les revenus sont regroupés selon qu'ils proviennent de sources propres au gouvernement du Québec ou qu'ils résultent de transferts d'autres administrations publiques.

Les revenus de sources propres comprennent les six grandes sources de revenus suivantes:

Impôts

Cette source se subdivise en quatre soit: les impôts sur le revenu, les taxes à la consommation, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale et les impôts divers.

Ressources naturelles

Ces revenus proviennent de l'exploration, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, les revenus provenant de la Loi de l'impôt sur le revenu en sont exclus.

Privilèges, licences et permis

Ces trois groupes de revenus proviennent du fait que l'administration publique impose comme préalable à l'accomplissement de certaines activités ou à l'exercice de certaines fonctions, des droits fixes.

Ventes de biens et services

Comme les administrations publiques doivent fournir certains biens et services, celles-ci effectuent des transactions commerciales avec des organismes ou des particuliers du secteur privé et d'autres administrations publiques. Les transactions portant sur les ressources naturelles sont exclues

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques (68-507F), mars 1984.

de cette source de revenu pour être portées à la source "Ressources naturelles".

Revenus de placements

Cette source comprend les revenus d'intérêts et de dividendes et les bénéfices remis. Pour cette source, une distinction est faite entre les entreprises publiques propres et les autres revenus de placements.

Autres revenus de sources propres

Nous retrouvons sous cette source, les contributions aux régimes de retraite de la fonction publique, les amendes et pénalités et les revenus ne pouvant être classés dans les sources précédentes.

Les revenus de transferts se subdivisent en deux grandes catégories, soit: les transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises et les transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises.

Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises

Ces transferts sont alloués, selon certains arrangements précis, entre les gouvernements provinciaux et fédéral mais auxquels aucune fonction n'est attribuée.

Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises

Cette source regroupe les transferts qui sont affectés pour une fonction précise de la part du cédant.

Dépenses

Les dépenses sont regroupées selon le type de services offerts par le gouvernement et selon différents programmes homogènes. Pour chaque type de dépenses, on retrouve les dépenses de rémunération des employés, les autres dépenses de biens et services incluant les dépenses en capital et les transferts faits aux différents agents économiques.

Les services offerts se subdivisent en 12 fonctions bien distinctes. Chacune des fonctions comprend différentes sous-fonctions et leurs noms donnent une idée assez précise de ce que représente la fonction et la sous-fonction.

Les programmes homogènes sont des fonctions de dépenses pour lesquelles aucun service n'est rendu. Ces programmes sont au nombre de trois et une brève explication s'impose.

Transferts à des fins générales aux administrations locales

Ce programme comprend la redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe de vente au détail ainsi que les subventions aux municipalités. À partir de l'exercice financier 1980-81, le produit de la taxe de vente est remplacé par une compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation.

Transferts aux entreprises propres

Toutes sommes versées pour le fonctionnement ou pour combler le déficit d'une entreprise publique provinciale sont incluses dans ce programme.

Service de la dette

On retrouve sous ce programme, tout montant versé pour la dette sauf les remboursements de la dette en cours (capital).

CLASSIFICATION DES DÉPENSES SELON LA CATÉGORIE

Quinze catégories sont utilisées pour classer les dépenses. Cependant, pour les besoins de la publication, elles sont regroupées en six.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents et occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux surnuméraires du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministères, aux juges et aux membres de la Sureté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Autres dépenses de fonctionnement

Cette catégorie regroupe toutes les autres dépenses de fonctionnement tels les services de transport et de communication, les services professionnels et administratifs, les dépenses d'entretien et de réparations, de loyers, de fournitures et d'approvisionnements, de matériels et d'équipements.

Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du gouvernement.

Transferts aux ministères

Cette catégorie comprend toutes les sommes d'argent versées aux ministères par les fonds spéciaux. Cette catégorie est égale à 0 après la consolidation.

Transferts aux institutions publiques

Cette catégorie regroupe les montants versés aux commissions scolaires, aux cégeps, à l'université du Québec et ses composantes, aux centres hospitaliers et centres d'accueil publics, aux centres locaux de services communautaires (CLSC), aux conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) et aux centres de services sociaux.

Transferts aux administrations locales

Cette catégorie regroupe les montants versés aux municipalités, aux offices municipaux d'habitation, aux régies intermunicipales, aux communautés urbaines et régionales et aux municipalités régionales de comté.

Transferts aux entreprises publiques fédérales

Cette catégorie concerne les transferts effectués aux entreprises publiques fédérales.

Transferts aux entreprises publiques locales

Cette catégorie comprend les transferts aux fonds d'électricité et aux entreprises publiques de transport en commun.

Transferts aux entreprises publiques provinciales

Cette catégorie concerne le transferts aux entreprises publiques provinciales.

Transferts aux fonds spéciaux

Cette catégorie regroupe les transferts et les dépenses effectués vers les fonds spéciaux. Cette catégorie est égale à 0 après la consolidation.

Régime de retraite (autres)

Cette catégorie concerne les pensions versées pour le régime de retraite des enseignants, des fonctionnaires, des membres de la Sûreté du Québec, des membres de la Législature et pour le régime de retraite des juges et coroners.

RREGOP

Cette catégorie concerne les pensions versées pour le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Transferts aux entreprises privées

Cette catégorie concerne les transferts versés aux entreprises du secteur privé.

Transferts autres

Cette catégorie regroupe les transferts versés à d'autres entités tels les particuliers, les institutions privées d'éducation, les universités privées, les centres hospitaliers et d'accueil privés et les institutions à but non lucratif.

Dépenses de capital

Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

CLASSIFICATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'un des principaux objectifs du système statistique de gestion financière étant de permettre la comparaison entre les données des différentes administrations publiques, certains ajustements sont faits sur les principes de base du bilan. Les principaux ajustements sont les suivants:

- aucune distinction n'est faite entre les dépenses d'immobilisation et les dépenses de fonctionnement, ce qui implique que les immobilisations sont amorties au cours de l'année;
- toutes les transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec sont annulées à la colonne éliminations;
- la dette assumée est considérée comme une dette pour l'administration qui effectue les remboursements.

La classification des principaux éléments de l'actif comprend les catégories suivantes:

Encaisse et dépôts

Regroupe l'encaisse disponible ainsi que les dépôts.

Effets à recevoir

Cette catégorie comprend les sommes exigibles de même que les sommes accumulées.

Avances

Tous les prêts et avances sont regroupés selon la présentation qui en est faite par le gouvernement du Québec. Cependant, lorsqu'il devient évident qu'une administration publique émet des valeurs mobilières à la suite de fonds reçus, ces valeurs ne sont plus considérées comme prêts ou avances mais comme placements.

Titres

Cette catégorie regroupe les montants investis dans les valeurs mobilières, lesquelles se répartissent sous la rubrique "obligations" (destinées ou non au marché), sous la rubrique "actions" qui regroupe le capital-actions des organismes dont le gouvernement est majoritaire (plus de 50 %) et sous la rubrique "hypothèques".

Autres éléments de l'actif

Tous les éléments de l'actif qui ne font pas partie des catégories susmentionnées sont regroupées dans cette dernière.

La classification des principaux éléments du passif correspond aux définitions données pour l'actif.

CLASSIFICATION DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

L'état de la provenance et de l'utilisation des fonds permet de voir en dehors de l'état des revenus et des dépenses, la provenance des fonds et de l'utilisation qui en est faite. La procédure employée dans le secteur public ne diffère pas tellement de celle employée dans le secteur privé car tous les deux indiquent les fonds perçus d'une diminution de l'actif ou d'une augmentation du passif, de même que les fonds utilisés pour une augmentation de l'actif ou une diminution du passif.

D'autre part, les revenus et les dépenses de capital de l'administration publique étant compris dans les revenus et dépenses généreux bruts, on ne retrouve pas de postes spécifiques dans leurs cas.

LES SÉRIES CHRONOLOGIQUES

Les séries chronologiques sont présentées à titre d'indication seulement. La méthode de production permet de réviser les données des années antérieures à partir de 1985-86 lorsqu'il y a des changements, tels des changements de structure d'univers, de codification de données, de méthodologie ou tout autre changement. Des ruptures peuvent donc se produire dans la suite historique de ces séries (tels les changements relatifs à la structure de l'univers) affectant la composition des données. Les chiffres globaux sont cependant plus comparables.

Cependant, les données relatives au RREGOP ont pu être révisées à partir du début pour être conformes à la définition utilisée depuis 1983-84.

DIFFÉRENCE CONCEPTUELLE ENTRE LES DONNÉES DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET CELLES DE STATISTIQUE CANADA

La différence majeure entre les données des deux organismes concerne le traitement accordé au RREGOP. En effet, Statistique Canada considère le RREGOP comme un régime non fiduciaire et par conséquent, intègre toutes les opérations financières relatives au RREGOP. Le Bureau de la statistique du Québec n'intègre qu'une partie du RREGOP, soit la partie des revenus versés au fonds consolidé du revenu et la portion des dépenses à la charge du gouvernement.

Par ailleurs, les contributions du gouvernement comme employeur à la CSST sont traitées différemment. Le Bureau de la statistique du Québec élimine ce montant des revenus de la CSST et des dépenses des ministères, pour éliminer les transactions entre composantes du gouvernement. De son côté, Statistique Canada n'élimine pas ce montant.

Enfin, les revenus de transferts liés aux accords fiscaux sont classés par le Bureau de la statistique du Québec aux différentes fonctions auxquelles ils se rapportent à l'intérieur des transferts à des fins particulières en provenance du gouvernement fédéral. Pour sa part, Statistique Canada les classe au poste autres de ces transferts.

Ces différences constituent les écarts de concept entre les deux organismes statistiques. D'autres écarts peuvent demeurer entre les données des deux organismes. Ceci découle habituellement d'une interprétation différente de la codification des données.

Annexe 2 - L'univers du gouvernement du Québec

L'univers statistique utilisé est défini dans la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec[1], dont l'organigramme présenté à l'avant-propos résume les grandes lignes. Notre publication porte sur la section "gouvernement du Québec" qui regroupe les ministères et les fonds spéciaux.

LES MINISTÈRES

Les ministères constituent la principale forme organisationnelle de l'administration publique et leur direction est assurée directement par les élus (ministres). Avec les fonds spéciaux, sauf exception, ils représentent l'ensemble des pouvoirs exercés directement par le gouvernement du Québec.

Nous incluons dans cette catégorie les caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés, dont les réserves sont gérées par le gouvernement du Québec. Ceci englobe les régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Législature, des juges et coroners et des membres de la Sûreté du Québec.

En ce qui concerne le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics[2] (RREGOP), il s'agit d'une fiducie partielle et, de la sorte, nous lui accordons un traitement particulier. Lorsqu'il s'agit de caisses de retraite gérées par le gouvernement du Québec, les cotisations des employés et les contributions des employeurs, sauf le gouvernement du Québec, figurent aux revenus alors que les pensions vont aux dépenses. Pour ce qui est du RREGOP, seules les contributions de certains organismes (contributions versées au fonds consolidé du revenu en vertu de l'article 129 de la Loi) vont aux revenus et seule la partie des pensions à la charge du gouvernement du Québec va aux dépenses. En effet, les cotisations des employés et les contributions de certains organismes (contributions versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec en vertu de l'article 127 de la Loi) sont capitalisées dans un fonds séparé qui est administré en fiducie par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Ces cotisations et contributions ne figurent pas aux revenus. Il en est de même pour la partie des pensions à la charge des participants dont les fonds sont placés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui ne figure pas aux dépenses.

De façon à bien identifier les différents ministères, la liste des ministères de 1986-87 est présentée ci-dessous.

Affaires culturelles
Affaires municipales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Approvisionnements et Services
Assemblée nationale

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques financières, Univers du secteur public au Québec 1986, 1er trimestre 1987.
2. Institué en 1973 en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).

Commerce extérieur et Développement technologique
Communautés culturelles et Immigration
Communications
Conseil exécutif
Conseil du trésor

Éducation
Énergie et Ressources
Enseignement supérieur et Science
Environnement
Finances

Industrie et Commerce
Justice
Loisir, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Office de planification et de développement du Québec

Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif
Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Relations internationales

Revenu
Santé et Services sociaux
Solliciteur général
Tourisme
Transports

Travail

LES FONDS SPÉCIAUX

Les fonds spéciaux sont des unités organisationnelles (organismes) appartenant au gouvernement et ayant, en général, une administration et une comptabilité séparées de celles des ministères. Ils constituent souvent les prolongements spécialisés des ministères.

Les principales caractéristiques des fonds spéciaux sont:

- le contrôle, la surveillance, la coordination, l'aide au développement économique et social, l'assistance publique ou autres fonctions réglementaires et administratives;

- la distribution de biens et services publics gratuits ou à des prix n'ayant pas de liens directs avec leurs coûts de production;

- la motivation non commerciale, les profits ne constituant pas l'objectif principal;

- le financement par les deniers publics, soit une contribution générale et obligatoire de la population ou d'une partie de celle-ci pour le service offert et l'absence de lien direct entre les paiements et l'utilisation des services;

- le recrutement du personnel par l'intermédiaire de la Fonction publique.

Dans la catégorie des fonds spéciaux, on retrouve les organismes dont la fonction principale est de fournir des biens et services à la population ainsi qu'à l'administration publique. Certains fonds spéciaux ont toutes les caractéristiques sus-mentionnées tandis que d'autres n'en ont qu'une partie. Les principaux critères de leur classification sont la motivation de l'activité principale, le caractère public des biens ou des services offerts, les prix non reliés directment aux coûts de production et leur source de financement.

Nous incluons également dans la catégorie des fonds spéciaux, les fonds administrés par le gouvernement et qui ne produisent pas de rapport financier séparé des comptes publics. La majorité de ces fonds sont des "fonds renouvelables".

Il faut remarquer que selon la classification du FMI[3], les systèmes de sécurité sociale constituent un sous-secteur des administrations publiques. Ce sous-secteur comprend les régimes imposés, contrôlés ou financés par les pouvoirs publics en vue de fournir des prestations à la collectivité ou à des groupes importants de celle-ci. Les systèmes de sécurité sociale peuvent avoir plusieurs fonctions et fournir des avantages couvrant le troisième âge, l'invalidité ou la mort, la maladie et la maternité, les accidents du travail, le chômage, les allocations familiales, les soins médicaux, etc. Ces système donnent lieu à des cotisations obligatoires des employés et/ou employeurs, soit dans l'ensemble de la collectivité ou dans une partie de celle-ci.

En vertu de cette définition, quatre fonds spéciaux du gouvernement du Québec, soit la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des rentes du Québec font partie de ce sous-secteur.

De façon à mieux situer ce que sont les fonds spéciaux, nous en présentons la liste ainsi que leurs principales caractéristiques dans le tableau de la page suivante.

Cette liste peut différer de celle de la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec. En effet, la publication intitulée Univers du secteur public au Québec 1986 comprend les fonds spéciaux au 30 juin 1986 alors que la présente publication comprend les fonds spéciaux au 31 mars 1988.

---

3. International Monetary Fund, A Manual on Government Finance Statistics, 1986, p. 15.

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
1. Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	L.R.Q., c. A-7.1	Promouvoir l'innovation technologique	Aide financière	Public	Non	31 mars
2. Centre de recherche industrielle du Québec	L.R.Q., c. C-8	Contribution au développement économique	Recherche industrielle	Mixte	Non	31 mars
3. Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur	L.R.Q., c. D-9.1	Promouvoir la recherche et le développement des applications pédagogiques de l'ordinateur	Aide au développement	Public	Non	31 mars
4. Centre québécois de valorisation de la biomasse	L.R.Q., c. D-9.1	Promouvoir la recherche et le développement de la biomasse	Aide au développement	Public	Fonctionnaires	31 mars
5. Centre québécois pour l'informatisation de la production	L.R.Q., c. D-9.1	Développement et diffusion des technologies de production assistée par ordinateur	Technologies de production assistée par ordinateur	Public	Non	31 mars
6. Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	L.R.Q., c.A-3.001	Tribunal administratif d'appel	Commission d'appel	Public	Fonctionnaires	31 mars
7. Commission de la qualité de l'environnement Kativik	L.R.Q., c. Q-2	Surveillance et contrôle	Surveillance de la qualité de l'environnement	Public	Fonctionnaires	31 mars
8. Commission de la santé et de la sécurité du travail	L.R.Q., c. S-2.1	Pouvoir réglementaire	Indemnisation des accidents	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
9. Commission des normes du travail	L.R.Q., c. S-1	Surveillance et contrôle	Surveillance des conditions de travail	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
10. Commission des services juridiques	L.R.Q., c. A-14	Assistance publique	Aide juridique	Public	Non	31 mars
11. Corporation d'hébergement du Québec	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Gestion des immeubles des services sociaux	Centres de logement et d'hébergement	Public	Fonctionnaires	31 mars
12. Curateur public	L.R.Q., c. C-80	Administration et surveillance	Administration des biens de malades mentaux	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
13. Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat	L.R.Q., c. C-61.1	Conservation et mise en valeur de la faune et de son habitat	Aide financière	Public	Non	31 mars
14. Fonds d'aide aux recours collectifs	L.R.Q., c. R-2.1	Soutien financier	Aide financière	Public	Non	31 mars
15. Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	L.R.Q., c. A-29.1	Administration des assurances	Assurance des prêts agricoles et forestiers	Mixte	Fonctionnaires	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
16. Fonds de la recherche en santé du Québec	L.R.Q., c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mars
17. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	L.R.Q., c. c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mai
18. Institut de recherche en santé et sécurité du travail	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Coordination et exécution d'activités de recherche	Recherche	Mixte	Non	31 décembre
19. Institut de recherche et d'information sur la rémunération	L.R.Q., c. R-8.2	Information concernant la rémunération des salariés des secteurs publics et privés	Recherche et aide financière à la recherche	Oui	Non	31 mars
20. Institut national de productivité	L.R.Q., c. I-13.1	Information à la population et recherche sur la productivité	Recherche	Public	Non	31 mars
21. Institut québécois de recherche sur la culture	L.R.Q., c. I-13.2	Aide au développement culturel	Recherche et aide financière à la recherche	Public	Non	31 mars
22. Institut québécois du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Conseil au ministre et surveillance sur la politique du cinéma	Recherche	Public	Non	31 mars
23. La Maison de la Musique de Montréal	Loi sur les cies du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/12/22	Superviser la construction d'une salle de concert à Montréal	Salle de concert à Montréal	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
24. Musée d'Art contemporain de Montréal	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art contemporain québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
25. Musée de la Civilisation	L.R.Q., c. M-44	Mise en valeur et conservation de collections	Acquisition et mise en valeur de collections	Mixte	Non	31 mars
26. Musée des beaux-arts de Montréal	L.R.Q., c. M-42	Encouragement aux arts plastiques	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
27. Musée du Québec	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
28. Office de la construction du Québec	L.R.Q., c. R-20	Administration de la convention collective ou décret de l'industrie de la construction	Administration	Mixte	Non	31 décembre

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
29. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	L.R.Q., c. S-3.2	Administration du programme de sécurité du revenu	Sécurité du revenu	Public	Fonctionnaires	30 juin
30. Office du crédit agricole du Québec	Fonds agricoles: L.R.Q., c. C-75 Fonds forestiers: L.R.Q., c. C-78	Aide à l'agriculture	Prêts aux agriculteurs et propriétaires forestiers	Public	Fonctionnaires	31 mars
31. Office franco-québécois pour la jeunesse	L.R.Q., c. O-5	Aide au développement des relations entre la jeunesse	Rencontres et échanges dans le domaine de l'éducation, des loisirs et des sports	Mixte	Non	31 décembre
32. Régie de l'assurance automobile du Québec	L.R.Q., c. R-4	Pouvoir réglementaire	Indemnisation universelle	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
33. Régie de l'assurance-dépôts du Québec	L.R.Q., c. A-26	Émission de permis	Garantie des dépôts	Public	Fonctionnaires	31 décembre
34. Régie de l'assurance-maladie du Québec	L.R.Q., c. R-5	Gestion de l'assurance-maladie	Assurance-maladie universelle	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
35. Régie des assurances agricoles du Québec	L.R.Q., c. A-30	Administration de l'assurance-récolte	Assurances agricoles	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
36. Régie des marchés agricoles du Québec	L.R.Q., c. M-35	Surveillance et coordination	Mise en marché	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
37. Régie des rentes du Québec	L.R.Q., c. R-9	Administration du régime des rentes	Protection du revenu	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
38. Société d'aménagement de l'Outaouais	L.R.Q., c. S-37.1	Stimulation du développement	Développement économique et touristique	Public	Non	31 mars
39. Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec inc. (SODIC)	Loi des compagnies Partie 1A	Aide au développement de l'industrie des courses de chevaux	Aide financière	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
40. Société de développement des coopératives	L.R.Q., c. S-10.001	Développement des coopératives	Financement et aide technique	Public	Non	31 mars
41. Société de développement des industries de la culture et des communications	L.R.Q., c. S-10.01	Développement des entreprises culturelles	Aide financière et la diffusion	Public	Non	31 mars
42. Société de développement industriel du Québec	L.R.Q., c. A-13	Aide au développement industriel	Aide financière	Public	Fonctionnaires	31 mars
43. Société de la Maison des sciences et des techniques	L.R.Q., c. S-11.02	Promotion de la culture scientifique et technique	Promotion d'activités destinées à faire connaître les sciences et techniques	Mixte	Non	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
44. Société de la Place des Arts de Montréal	L.R.Q., c. S-12.1	Administration de la Place des Arts	Spectacles	Mixte	Non	3 septembre
45. Société de radio-télévision du Québec	L.R.Q., c. S-11.1	Développement de la radio-télévision	Radio-télévision éducative	Public	Non	31 août
46. Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/08/18	Promouvoir la distribution des ressources éducatives québécoises	Exécuter des projets éducatifs à l'extérieur du Québec	Public	Non	31 janvier
47. Société d'habitation du Québec	L.R.Q., c. S-8	Rénovation et construction	Logements à loyer modique	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
48. Société du Grand-Théâtre de Québec	L.R.Q., c. S-14.01	Administration du Grand-Théâtre de Québec	Spectacles	Mixte	Non	31 août
49. Société du Palais des congrès de Montréal	L.R.Q., c. S-14.1	Administration du Palais des congrès	Activités de nature à contribuer au développement du Palais des congrès	Mixte	Non	31 mars
50. Société du Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	L.R.Q., c. S-16	Plan d'aménagement	Parc industriel et commercial	Public	Non	31 mars
51. Société du Parc industriel du Centre du Québec	L.R.Q., c. S-15	Développement économique	Parc industriel	Public	Fonctionnaires	31 mars
52. Société générale du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Promotion et aide au cinéma québécois	Aide financière	Public	Non	31 mars
53. Société immobilière du Québec	L.R.Q., c. S-17.1	Services au gouvernement	Services immobiliers	Public	Non	31 mars
54. Société Inter-Port	L.R.Q., c. S-18	Plan de développement	Développement portuaire	Public	Non	31 mars
55. Société Parc-Auto du Québec Métropolitain	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 71/07/28	Exploitation des parcs de stationnement	Services de stationnement du gouvernement, ville de Québec et SHQ	Mixte	Non	31 mars
56. Société québécoise d'assainissement des eaux	L.R.Q., c. S-18.21	Contrôle et surveillance des ouvrages d'assainissement des eaux	Assainissement des eaux	Public	Non	31 mars
57. Société québécoise d'information juridique	L.R.Q., c. S-20	Promotion et développement de l'information juridique	Information juridique	Mixte	Non	31 mars

Fonds[4] spéciaux administrés par le gouvernement du Québec

Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des collèges d'enseignement général et professionnel de Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des universités du Québec
Fonds de la réforme du cadastre québécois

Fonds de relance industrielle
Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement

Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement média
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental
Fonds renouvelable du Service de la cartographie
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau

Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
Fonds renouvelable - Télécommunications
Fonds spéciaux du crédit agricole

---

4. Ces fonds sont différents de ceux énumérés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

Annexe 3 - Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les Comptes publics 1986-87

FAITS SAILLANTS

Cette annexe constitue un supplément statistique aux Comptes publics 1986-87 de la province de Québec et correspond à la partie I de nos publications annuelles antérieures à 1983-84. Contrairement au début de la présente publication où l'information contenue dans les Comptes publics et dans les rapports financiers annuels des fonds spéciaux est traitée pour la rendre conforme au système de gestion des finances publiques, l'information présentée ici est telle qu'elle apparaît aux Comptes publics. Aucun traitement n'est effectué pour rendre cette information conforme au concept de gouvernement du Québec tel que présenté précédemment. Notons cependant que trois tableaux présentent une réconciliation entre les données des Comptes publics et celles présentées selon le système de gestion financière.

Les tableaux de l'annexe 3 réunissent diverses informations contenues dans les Comptes publics de la province de Québec des dix dernières années. Cependant, aucun ajustement n'est effectué, dans la série chronologique, pour rendre les données comparables d'une année à l'autre. Les données présentées sont conformes à celles apparaissant dans les Comptes publics des années concernées. Contrairement aux années précédentes, les tableaux 1 à 4 sont aussi conformes aux données apparaissant dans les Comptes publics. L'année antérieure n'est plus révisée et les corrections nécessaires ont été apportées à la série chronologique.

ÉVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 1977-78 à 1986-87

Finances du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87

Au cours de la période s'étendant de 1977-78 à 1986-87, les revenus bruts du gouvernement du Québec passent de 10 742 609 000 $ à 25 646 247 000 $, ce qui représente une hausse globale de 138,7 %. Cette hausse se traduit par un taux de croissance annuel composé de 10,2 %.

Pendant cette période, les dépenses du gouvernement du Québec passent de 11 503 008 000 $ à 28 465 454 000 $, ce qui représente une hausse globale de 147,5 % et un taux de croissance annuel composé de 10,6 %.

Dans ce laps de temps, la dette à long terme du gouvernement du Québec s'accroît de 255,5 %. Elle passe de 6 764 641 000 $ à 24 051 417 000 $. Le taux de croissance annuel composé est de 15,1 %. L'accroissement de la dette à long terme est dû aux déficits budgétaires et aux autres besoins de financement du gouvernement survenus au cours des dix dernières années.

Le gouvernement provincial dans l'économie québécoise

L'analyse des finances du gouvernement du Québec par rapport aux

principaux indicateurs économiques démontre que celui-ci occupe une place relativement stable dans l'économie québécoise. Ainsi, les revenus bruts du gouvernement représentent 24,5 % du revenu personnel au Québec depuis les trois dernières années. Par ailleurs, le rapport entre les dépenses du gouvernement et le produit intérieur brut québécois s'établit à 24,4 % en 1986-87 comparativement à 25,1 % en 1985-86.

On observe également que la part relative des traitements et salaires payés directement par le gouvernement du Québec aux employés de la Fonction publique en rapport avec l'ensemble des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec a tendance à demeurer très stable au cours de la décennie étudiée. Cette proportion est de 3,9 % en 1986-87 et elle s'est maintenue entre 4,0 % et 4,4 % depuis 1977-78.

Par ailleurs, la dette à long terme considérée en rapport avec les revenus perçus par le gouvernement provincial au cours de l'année suivante démontre que l'importance relative de la dette à long terme s'accroît au cours des dix dernières années. En effet, alors que ce rapport s'établit à 56,7 % en 1977-78, il atteint, en 1986-87, 86,9 %. Cette situation s'explique par l'accroissement des déficits budgétaires et autres besoins de financement du gouvernement du Québec.

Les dépenses des principaux ministères

Les dépenses des ministères varient, d'une année à l'autre, en fonction des responsabilités dévolues à chacun, des charges administratives ainsi que de la réalisation des objectifs gouvernementaux. L'importance relative des dépenses des ministères fluctue donc selon les années.

En 1987, le ministère de la Santé et des Services sociaux (anciennement le ministère des Affaires sociales) occupe le premier rang avec des dépenses de 6 519 056 000 $ et une part relative de 22,9 %.

Le ministère de l'Éducation se situe au second rang avec des dépenses de 4 711 088 000 $ et une part relative de 16,6 %.

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu occupe le troisième rang devant le ministère des Finances. Avec des dépenses qui s'élèvent à 2 908 896 000 $ en 1986-87, la part relative du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est de 10,2 % comparativement à des dépenses de 2 845 095 000 $ (dont 2 765 992 000 $ pour le service de la dette) et une part relative de 10,0 % pour le ministère des Finances.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et Science vient ensuite avec des dépenses de 2 518 458 000 $ et une part relative de 8,9 %.

Les dépenses de capital

Le ministère des Transports effectue la majeure partie des dépenses de capital du gouvernement provincial. En 1986-87, les dépenses de capital de ce ministère s'élèvent à 397 588 000 $ sur un total de 468 082 000 $, ce qui représente 84,9 %.

La dette publique

En 1986-87, la dette publique du gouvernement du Québec augmente de 1 974 456 000 $ comparativement à 1 702 736 000 $ l'an dernier. Les emprunts effectués totalisent 4 396 050 000 $ et les remboursements d'emprunts s'établissent à 2 486 648 000 $. Par ailleurs, les contributions au fonds d'amortissement sont de 90 927 000 $ et les variations de taux de change accroissent la dette de 155 981 000 $.

FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1986-87

Les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts sont les trois types d'opération que doit financer le gouvernement.

Pour l'exercice financier 1986-87, les opérations budgétaires accusent un déficit de 2 819 207 000 $ comparativement à 3 141 400 000 $ pour l'exercice financier 1985-86.

Les opérations non budgétaires se soldent par un surplus de 1 068 564 000 $, soit 388 132 000 $ de moins qu'en 1985-86. Ces opérations se composent principalement des comptes des régimes de retraite qui apportent un surplus de 1 354 801 000 $ en 1986-87.

Enfin, les remboursements d'emprunts, incluant les contributions au fonds d'amortissement, se chiffrent à 2 577 575 000 $ comparativement à 1 289 821 000 $ pour l'exercice financier 1985-86.

Pour l'exercice financier 1986-87, le déficit total de ces trois opérations s'élève donc à 4 328 218 000 $, auquel il faut ajouter la hausse de 80 887 000 $ de l'encaisse mais retrancher 13 055 000 $ pour l'accroissement de la dette due aux variations de change. Les nouveaux emprunts totalisant 4 396 050 000 $ servent à financer ces besoins.

Enfin, la dette du gouvernement du Québec, au 31 mars 1987, atteint 25 606 417 000 $, soit 8,4 % de plus qu'au 31 mars 1986. Les émissions d'obligations en monnaie canadienne s'élèvent à 12 616 620 000 $, celles en monnaie américaine à 3 736 707 000 $, celles en d'autres monnaies à 3 241 343 000 $ et le fonds d'amortissement se chiffre à 307 915 000 $. Le solde des bons du trésor est de 1 555 000 000 $, les autres emprunts obligataires totalisent 3 150 815 000 $ dont 2 805 694 000 $ en obligations d'épargne du Québec, et les autres emprunts atteignent 1 613 847 000 $.

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 3.1
Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87

Exercice financier[1]	Dollars courants			Dollars constants de 1981[2]		
	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme[3]	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme
	'000 $					
1977-78	10 742 609r	11 503 008r	6 764 641	..	..	..
1978-79	11 928 343r	13 402 830r	7 979 985	..	..	..
1979-80	13 306 670	15 123 200	8 987 945	..	..	..
1980-81	14 719 305r	17 596 659r	11 504 654	..	..	..
1981-82	17 471 574	20 359 807	12 826 169	17 471 574r	20 359 807r	12 826 169r
1982-83	19 210 266	22 259 296	14 850 091	17 543 622r	20 328 124r	13 561 727r
1983-84	21 410 969	24 523 514	16 924 572	18 537 635r	21 232 480r	14 653 309r
1984-85	22 310 027	25 542 489	19 217 568	18 529 923r	21 214 692r	15 961 435r
1985-86	24 080 778	27 222 178	21 996 961	19 187 871r	21 690 978r	17 527 459r
1986-87	25 646 247	28 465 454	24 051 417	19 637 249	21 795 907	18 416 093

1. L'exercice financier du gouvernement du Québec s'étend du 1er avril au 31 mars.
2. La conversion des revenus bruts, des dépenses brutes et de la dette à long terme du gouvernement du Québec en dollars constants de 1981 se fait à partir de l'indice de prix à pondération fixe de la dépense nationale brute. Cet indice provient de la publication Comptes nationaux des revenus et des dépenses, système de comptabilité nationale (13-001) de Statistique Canada, tableau 13 (demande intérieure finale).
3. La dette à long terme du gouvernement du Québec comprend les obligations (moins le fonds d'amortissement) et les autres emprunts à long terme (moins le fonds d'amortissement) à la fin de l'exercice financier. Les bons du trésor sont exclus de la dette à long terme, car ils ont une durée inférieure à un an; ils font cependant partie de la dette publique.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 3.2
Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, 1977-78 à 1986-87

Description	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
Revenus bruts du gouvernement du Québec ('000 000 $)	10 743r	11 928r	13 307	14 719r	17 472	19 210	21 411	22 310	24 081	25 646
Revenu personnel au Québec[1] ('000 000 $)	45 066r	49 831r	55 825r	63 468r	73 000r	80 049r	83 617r	91 108r	98 475r	104 727
Revenus bruts du gouvernement du Québec en pourcentage du revenu personnel (%)	23,3r	22,7r	23,8r	23,1r	23,9r	24,0r	25,6r	24,5r	24,5r	24,5
Dépenses brutes du gouvernement du Québec ('000 000 $)	11 503r	13 403r	15 123	17 597r	20 360	22 259	24 524	25 542	27 222	28 465
P.I.B. du Québec[1] (au prix du marché) ('000 000 $)	52 210r	58 125r	64 936r	72 220r	81 515r	85 916r	91 480r	100 474r	108 625r	116 542
Dépenses brutes du gouvernement du Québec en pourcentage du P.I.B. (%)	22,0r	23,0r	23,3r	24,4r	25,0r	25,9r	26,8r	25,4r	25,1r	24,4
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec ('000 000 $)	1 266	1 309	1 561	1 806	2 030	2 187	2 267	2 403	2 495	2 534
Rémunération des salariés au Québec ('000 000 $)	31 568r	34 333r	38 545r	43 661r	49 430r	51 721r	53 513r	57 751r	61 967r	65 277
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec en pourcentage des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec[1] (%)	4,0r	3,8r	4,1r	4,1r	4,1r	4,2r	4,2r	4,2r	4,0r	3,9
Dette à long terme du gouvernement du Québec ('000 000 $)	6 765	7 980	8 988	11 505	12 826	14 850	16 925	19 218	21 997	24 051
Dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec[2] (%)	56,7	60,0	61,1	65,8	66,8	69,4	75,9	79,8	85,8	86,9

1. Les données relatives au produit intérieur brut du Québec, au revenu personnel et aux salaires, traitements et revenus complémentaires portent sur l'année civile.
2. Le calcul de la dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec repose sur le montant de la dette à long terme à la fin d'un exercice financier et sur les revenus bruts de l'exercice financier suivant. Par exemple, la dette à long terme au 31 mars 1986 est comparée avec les revenus bruts de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1987. Par ailleurs, la dette à long terme au 31 mars 1987 est comparée avec la prévision des revenus budgétaires de 1987-88, indiquée dans le discours du budget 1987-88 (27 680 000 000 $).

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics; Discours sur le budget: budget 1987-88.
Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et dépenses, Edition 1987; Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-86.

Tableau 3.3
Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1977-78 à 1986-87

Description	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
	'000 $									
Affaires culturelles	56 833	68 977	74 100	90 562	108 220	120 788	135 169	161 950	183 876	194 892
Affaires municipales	210 629	268 296	321 398	480 798	410 724	421 909	451 946	505 718	390 894	732 568
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	220 044	242 886	278 558	347 057	373 932	422 022	407 978	461 419	515 896	505 955
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30 697
Assemblée nationale	26 434	31 219	33 936	36 530	41 859	45 791	61 890	84 913	62 862	56 207
CARRA	-	-	-	-	-	608 366	659 020	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	-	4 783	13 498	18 196	25 136	23 343
Communautés culturelles et Immigration	11 358	13 620	18 498	26 808	21 270	35 027	42 557	45 552	49 993	28 538
Communications	80 534	95 701	113 594	132 486	139 471	154 720	171 905	207 043	227 974	225 828
Conseil du trésor	3 104	3 997	5 686	5 802	7 299	9 279	8 172	12 745	16 032	17 182
Conseil exécutif	29 273	88 069	96 538	134 582	296 633	139 210	146 317	178 279	54 611	33 778
Éducation	3 527 554	3 744 822	3 999 768	5 047 962	5 914 117	6 108 932	6 589 002	6 293 063	4 730 472	4 711 088
Énergie et Ressources	213 260	179 832	198 100	192 064	254 565	249 345	282 176	349 981	360 389	358 260
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	-	9 856	27 570	2 300 802	2 518 458
Environnement	19 568	27 136	41 366	83 014	89 837	111 379	123 500	141 548	170 016	253 049
Finances	633 050	779 005	909 260	1 252 643	1 713 852	1 965 802	2 370 701	2 506 965	2 826 133	2 845 095
Fonction publique	211 281	117 839	459 792	527 141	691 382	146 041	160 546	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	597	247 139	296 986	344 475	370 232	-
Industrie et Commerce	105 849	114 090	128 208	158 499	149 816	157 957	295 948	368 068	326 129	314 366
Institutions financières et Coopératives	14 893	18 667	21 637	24 645	17 289	17 797	-	-	-	-
Justice	323 567	360 506	414 908	478 471	560 705	601 597	627 792	707 026	834 801	363 560
Loisir, Chasse et Pêche	115 622	117 668	148 467	190 841	191 619	206 281	221 643	232 983	225 155	202 223
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	61 671	70 491	107 470	132 502	1 557 930	2 058 670	2 430 425	2 604 164	2 872 668	2 908 896
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	39 092
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	-	46 765	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	-	37 173	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	73 394	82 481
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	179 877
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	-	930 798	844 749	920 588
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	62 315	23 615

Tableau 3.3 (suite)
Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1977-78 à 1986-87

Description	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
					'000 $					
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	780 196	932 562	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593	1 456 510	1 608 331	1 745 572
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	2 614	-
Relations internationales	30 150	36 644	42 312	46 991	44 770	46 514	49 246	56 496	59 553	58 704
Revenu	481 170	566 543	473 705	189 793	200 789	221 534	247 986	231 209	247 852	259 482
Santé et Services sociaux	3 850 680	4 301 824	4 759 192	5 365 031	4 759 535	5 194 227	5 436 346	5 765 297	5 911 557	6 519 056
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	-	-	485 546
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	27 226	75 573	69 244
Transports	1 060 481	1 137 380	1 261 331	1 307 158	1 360 945	1 488 645	1 585 430	1 630 598	1 676 706	1 596 282
Travail	-	-	-	-	-	11 304	40 119	42 136	31 525	54 764
Travaux publics et Approvisionnement	174 502	215 381	251 298	261 561	279 209	301 617	298 767	130 571	-	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	41 501	22 041	31 516	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108 341
Provisions pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 173)
Total	**11 503 008**	**13 402 830**	**15 123 200**	**17 596 659**	**20 359 807**	**22 259 296**	**24 523 514**	**25 542 499**	**27 222 178**	**28 465 454**

Source: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 3.4
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87

Description	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
					%					
Affaires culturelles	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7
Affaires municipales	1,8	2,0	2,1	2,7	2,0	1,9	1,8	2,0	1,4	2,6
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1,9	1,8	1,8	2,0	1,8	1,9	1,7	1,8	1,9	1,8
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Assemblée nationale	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
CARRA	-	-	-	-	-	2,7	2,7	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	--	--	0,1	0,1	0,1	0,1
Communautés culturelles et Immigration	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Communications	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
Conseil du trésor	--	--	--	--	--	--	--	0,1	0,1	0,1
Conseil exécutif	0,3	0,7	0,6	0,8	1,5	0,6	0,6	0,7	0,2	0,1
Éducation	30,7	27,9	26,5	28,7	29,1	27,4	25,9	24,6	17,4	16,6
Energie et Ressources	1,9	1,3	1,3	1,1	1,3	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	-	--	0,1	8,5	8,9
Environnement	0,2	0,2	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,9
Finances	5,5	5,8	6,0	7,1	8,4	8,8	9,7	9,8	10,3	10,0
Fonction publique	1,8	0,9	3,0	3,0	3,4	0,7	0,7	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	--	1,1	1,2	1,4	1,4	-
Industrie et Commerce	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	1,2	1,4	1,2	1,1
Institutions financières et Coopératives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-
Justice	2,8	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6	2,8	3,1	1,3
Loisir, Chasse et Pêche	1,0	0,9	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0,5	0,5	0,7	0,8	7,7	9,3	9,9	10,2	10,6	10,2
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	-	3,6	3,1	3,2
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,1

Tableau 3.4 (suite)
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87

Description	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
						%				
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	5,8	6,2	6,2	5,8	5,2	5,5	5,7	5,9	6,1
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	--	-
Relations internationales	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Revenu	4,2	4,2	3,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9
Santé et Services sociaux	33,5	32,1	31,5	30,5	23,4	23,3	22,2	22,6	21,7	22,9
Soliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,7
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,3	0,2
Transports	9,2	8,5	8,3	7,4	6,7	6,7	6,5	6,4	6,2	5,6
Travail	-	-	-	-	-	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2
Travaux publics et Approvisionnement	1,5	1,6	1,7	1,5	1,4	1,4	1,2	0,6	-	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	0,4	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4
Provision pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(--)
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 3.5
Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1977-78 à 1986-87

Description	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
	'000 $									
Affaires culturelles	3 275	2 904	3 753	2 771	2 440	3 533	2 891	2 151	1 478	876
Affaires municipales	110	168	285	439	75	179	276	481	384	841
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	5 560	4 889	5 378	4 009	3 124	4 373	8 454	8 177	5 606	6 360
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	413
Assemblée nationale	135	695	392	918	257	264	500	2 508	8 430	3 776
CARRA	-	-	-	-	-	17	51	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	-	39	87	129	432	253
Communautés culturelles et Immigration	55	134	96	54	97	233	352	324	523	165
Communications	2 416	759	1 010	962	1 271	2 109	3 049	4 522	5 777	4 414
Conseil du trésor	9	17	71	43	81	56	123	216	411	568
Conseil exécutif	165	450	671	1 247	679	625	357	1 944	2 941	607
Éducation	4 901	377	942	950	1 700	1 037	1 217	2 518	1 442	1 279
Energie et Ressources	27 713	40 753	33 208	20 443	22 270	26 056	22 514	16 929	17 609	17 230
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	-	33	114	559	384
Environnement	404	656	685	2 465	1 842	3 728	6 415	9 689	13 785	3 989
Finances	88	149	139	66	113	88	500	959	1 202	1 140
Fonction publique	56	50	190	96	84	71	101	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	16	287	388	461	992	-
Industrie et Commerce	6 496	3 563	4 389	2 338	793	625	872	799	548	824
Institutions financières et Coopératives	52	77	139	72	35	30	-	-	-	-
Justice	5 642	6 698	7 410	5 852	7 835	7 586	6 617	10 989	13 082	2 793
Loisir, Chasse et Pêche	28 722	17 862	21 864	18 663	14 150	24 696	34 258	21 894	15 887	10 516
Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu	136	151	202	154	217	1 978	1 644	1 307	1 375	1 671
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	98
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	-	140	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	-	139	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	54	89
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	160
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	-	598	414	334
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	711	622

Tableau 3.5 (suite)
Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1977-78 à 1986-87

Description	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
						'000 $				
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations internationales	104	117	180	110	153	196	574	676	388	272
Revenu	1 091	265	420	474	843	741	904	3 636	2 177	2 116
Santé et Services sociaux	973	398	554	828	683	194	592	737	684	725
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 153
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	980	944	486
Transports	462 503	451 883	467 575	446 880	450 316	390 087	402 693	476 653	464 939	397 588
Travail	-	-	-	-	-	34	141	218	382	340
Travaux publics et Approvisionnement	37 203	52 860	57 234	51 708	60 384	66 704	43 397	6 245	-	-
Total	**587 809**	**585 875**	**606 787**	**561 542**	**589 458**	**535 586**	**539 000**	**575 854**	**563 385**	**468 082**

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1986-87.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-86.

Tableau 3.6
Opérations de la dette du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87

	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
	'000 $									
Emprunts effectués[1]	**1 042 364**	**1 575 494**	**1 648 922**	**3 352 864**	**2 951 612**	**2 788 897**[2]	**2 796 988**	**3 281 015**	**2 982 557**	**4 396 050**
Bons du trésor[3]	-	-	135 000	255 000	620 000	315 000	160 000	-	230 000	-
Obligations	713 536	1 163 009	1 154 337	1 775 600	1 839 821	1 671 980	1 830 429	1 906 683	2 047 661	3 091 942
Obligations d'épargne	-	167 843	114 135	971 021	231 074	680 564	729 907	1 233 941	657 493	575 382
Régime de pensions	7 509	7 324	7 064	6 453	6 316	5 321	5 332	5 400	5 792	6 907
Autres	321 319	235 571	238 386	344 790	254 401	116 032	71 320	134 991	51 611	721 819
Dettes assumées	-	1 747	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts	**(192 770)**	**(318 944)**	**(462 954)**	**(326 707)**	**(957 006)**	**(392 414)**	**(511 778)**	**(994 410)**	**(1 207 738)**	**(2 486 648)**
Bons du trésor	-	-	-	-	-	-	-	(80 000)	-	(80 000)
Obligations	(103 601)	(153 544)	(234 495)	(165 753)	(413 912)	(222 038)	(218 412)	(399 647)	(601 055)	(583 979)
Obligations d'épargne	(46 967)	(145 281)	(207 977)	(273 232)	(536 922)	(163 418)	(288 001)	(501 979)	(594 870)	(499 239)
Régime de pensions du Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(368)
Autres	(34 912)	(15 312)	(16 964)	(83 406)	(2 042)	(3 448)	(2 363)	(9 622)	(9 816)	(1 320 457)
Dettes assumées	(7 290)	(4 807)	(3 518)	(4 316)	(4 130)	(3 510)	(3 002)	(3 162)	(1 997)	(2 605)
Variation du taux de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**155 981**
Contributions au fonds d'amortissement	**(46 917)**	**(41 206)**	**(43 008)**	**(54 448)**	**(53 091)**	**(57 561)**	**(50 729)**	**(73 609)**	**(82 083)**	**(90 927)**
Augmentation de la dette publique	**802 677**	**1 215 344**	**1 142 960**	**2 771 709**	**1 941 515**	**2 338 922**	**2 234 481**	**2 212 996**	**1 702 736**[4]	**1 974 456**

1. Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens à partir des taux de change en vigueur à la fin de l'année et les variations sont inscrites à "frais reportés" puis amorties sur la durée restante de ces dettes. Auparavant, ces emprunts étaient convertis en dollars canadiens à partir des taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts. L'application de cette modification a eu pour effet d'augmenter les dépenses de 13 055 000 $ et d'inscrire des frais reportés de 142 926 000 $ et, en contrepartie, d'augmenter les obligations et autres emprunts de 155 981 000 $.
2. Incluant un billet de 50 583 068 $ émis à l'Office des autoroutes du Québec, réduit à 27 082 408 $, après déduction d'un fonds d'amortissement de 23 500 660 $, relativement à l'intégration des opérations de l'Office à celles du gouvernement.
3. Les bons du trésor sont traités au net à partir de 1979-80. Durant l'exercice financier 1986-87, 5 620 000 000 $ ont été émis alors que 5 700 000 000 $ ont été remboursés. La diminution du solde est donc de 80 000 000 $.
4. Excluant un montant de 1 306 657 000 $ porté à la dette nette suite à l'inscription en équivalent canadien au 31 mars 1987 des obligations et autres emprunts moins fonds d'amortissement en monnaie étrangère.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1986-87.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-86.

Tableau 3.7
Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, 1977-78 à 1986-87

	Emprunts en dollars canadiens				Dettes assumées	Emprunts en dollars des États-Unis[1]	Emprunts en autres monnaies[1]	Total	Changements annuels	Indice
	Obligations	Obligations d'épargne	Régime de pensions du Canada	Autres emprunts						
				'000 $					%	1977-78=100
1977-78	580 000	-	7 509	6 679	-	381 372	66 804	1 042 364	(23,0)	100,0
1978-79	935 000	167 843	7 324	1 618	1 747	233 953	228 009	1 575 494	51,1	151,1
1979-80	976 800	114 135	7 064	68 489	-	169 897	177 537	1 513 922	(3,9)	145,2
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	-	-	344 790	-	3 097 864	104,6	297,2
1981-82	1 175 600	231 074	6 316	-	-	445 737	472 885	2 331 612	(24,7)	223,7
1982-83	1 100 000	680 564	5 321	33 404	-	245 561	381 964	2 446 814	4,9	234,7
1983-84	1 155 000	729 907	5 332	1 191	-	565 272	180 286	2 636 988	7,8	253,0
1984-85	1 162 192	1 233 941	5 400	1 386	-	597 125	280 971	3 281 015	24,4	314,8
1985-86	1 155 000	657 493	5 792	1 611	-	469 627	473 034	2 762 557	(15,8)	265,0
1986-87	1 795 025	575 382	6 907	1 873	-	1 189 947	826 916	4 396 050	59,1	421,7

1. Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens à partir des taux de change en vigueur à la fin de l'année et les variations sont inscrites à "frais reportés" puis amorties sur la durée restante de ces dettes. Auparavant, ces emprunts étaient convertis en dollars canadiens à partir des taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts. L'application de cette modification a eu pour effet d'augmenter les dépenses de 13 055 000 $ et d'inscrire des frais reportés de 142 926 000 $ et, en contrepartie, d'augmenter les obligations et autres emprunts de 155 981 000 $.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1986-87.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-86.

Tableau 3.8
Financement du gouvernement du Québec, 1985-86 et 1986-87

	1985-86	1986-87
	'000 $	
Besoins financiers bruts	**(2 974 525)**	**(4 328 218)**
Opérations budgétaires	(3 141 000)	(2 819 207)
Revenus	24 080 778	25 646 247
Dépenses	27 222 178	28 465 454
Opérations non budgétaires	1 456 696	1 068 564
Placements	169 874	(350 269)
Entreprises du gouvernement du Québec	175 841	(312 796)
Municipalités et organismes municipaux	1 424	351
Particuliers et autres	(7 391)	(37 824)
Régimes de retraite	1 268 987	1 354 801
Contributions des participants et contributions de certains organismes	170 930	241 169
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1 548 268	1 655 335
Pensions et autres paiements	(450 211)	(541 703)
Autres comptes	17 835	93 505
Comptes de l'actif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	(193 046)	(305 267)
Espèces et effets en main	38 254	(32 123)
Comptes à recevoir	(235 473)	(273 475)
Intérêts courus	4 173	331
Comptes du passif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	210 881	398 772
Chèques en circulation	38 050	(41 711)
Avances des fonds en fidéicommis	1 953	(2 488)
Comptes d'accord de perception fiscale	38 520	33 967
Comptes à payer	47 146	275 504
Intérêts courus	85 202	123 711
Provision pour financer l'assainissement des eaux	-	9 789
Provision pour perte sur placements en actions	-	(29 473)
Remboursements d'emprunts	(1 289 821)	(2 577 575)
Obligations	(1 197 922)	(1 086 191)
Bons du trésor	-	(80 000)
Autres emprunts	(9 816)	(1 320 457)
Dettes assumées	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	(82 083)	(90 927)
Financement	**2 974 525**	**4 328 218**
Variation de l'encaisse	(18 032)	(80 887)
Nouveaux emprunts	2 992 557	4 396 050
Accroissement de la dette, variation de change	-	13 055

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1986-87.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-86.

Tableau 3.9
Dette[1] du gouvernement du Québec, au 31 mars, 1986 et 1987

	31 mars 1986		31 mars 1987		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Obligations	**16 732 963**	**70,8**	**19 286 755**	**75,3**	**2 553 792**	**15,3**
En dollars canadiens	11 228 796	47,5	12 616 620	49,3	1 387 824	12,4
En dollars des Etats-Unis	3 216 888	13,6	3 736 707	14,6	519 819	16,2
Autres monnaies	2 516 432	10,7	3 241 343	12,7	724 911	28,8
Fonds d'amortissement	(229 153)	(1,0)	(307 915)	(1,2)	(78 762)	(34,4)
Autres emprunts obligataires	**3 068 133**	**13,0**	**3 150 815**	**12,3**	**82 682**	**2,7**
Obligations d'épargne du Québec	2 729 551	11,6	2 805 694	11,0	76 143	2,8
Régime de pensions du Canada	115 666	0,5	122 205	0,5	6 539	5,7
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	0,9	222 916	0,9	-	-
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	**2 195 865**	**9,3**	**1 613 847**	**6,3**	**(582 018)**	**(26,5)**
Bons du trésor	**1 635 000**	**6,9**	**1 555 000**	**6,1**	**(80 000)**	**(4,9)**
Total	**23 631 961**	**100,0**	**25 606 417**	**100,0**	**1 974 456**	**8,4**

1. Les dett en monnaies étrangères sont présentées en monnaie du Canada en utilisant les taux de change en vigueur à la fin de l'année et les variations sont inscrites à "frais reportés" puis amorties sur la durée restante de ces dettes. Auparavant, ces dettes étaient présentées en monnaie du Canada en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts. L'application de cette modification a eu pour effet d'augmenter les dépenses de 13 055 000 $ et d'inscrire des frais reportés de 142 926 000 $ et, en contrepartie, d'augmenter les obligations et autres emprunts de 155 981 000 $.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1986-87.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-86.